

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/1164
12 décembre 1974
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente et unième session

RAPPORTS PERIODIQUES SUR LES DROITS DE L'HOMME

Résumé analytique des rapports et autres documents concernant les droits économiques, sociaux et culturels, pour la période allant du 1er juillet 1969 au 30 juin 1973, et communiqués aux termes de la résolution 1074 C (XXXIX) du Conseil économique et social

(Etabli par le Secrétaire général conformément à la résolution 16 (XXIII) de la Commission des droits de l'homme)

TABLE DES MATIERES

<u>Chapitres</u>	<u>Paragraphes</u>
Introduction	1 - 19
I. Exposé liminaire concis des dispositions constitutionnelles et législatives, des politiques générales et des mesures concrètes ayant contribué sensiblement, au cours de la période allant du 1er juillet 1969 au 30 juin 1973, à assurer la reconnaissance, la jouissance et la protection des droits économiques, sociaux et culturels	20 - 48
II. Influence des instruments des Nations Unies contenant des principes et des normes relatifs à la reconnaissance, la jouissance et la protection des droits économiques, sociaux et culturels et, en particulier, mesures prises pour appliquer lesdits instruments au cours de la période allant du 1er juillet 1969 au 30 juin 1973	49 - 61
III. Faits nouveaux importants survenus au cours de la période allant du 1er juillet 1969 au 30 juin 1973 concernant la reconnaissance, la jouissance et la protection des droits économiques, sociaux et culturels, et indication, le cas échéant, des dispositions constitutionnelles, mesures législatives et règlements administratifs promulgués ainsi que des décisions judiciaires rendues pendant cette période	62 - 230

A. Droit au travail

1. Droit au libre choix de l'emploi
2. Droit à des conditions de travail justes et favorables
3. Droit à la protection contre le chômage et le sous-emploi
4. Droit de toute personne qui travaille à une rémunération juste et favorable lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence décente
5. Droit au repos, aux loisirs, à la limitation raisonnable de la durée du travail et aux congés payés périodiques
6. Droit de former des syndicats et de s'affilier au syndicat de son choix
8. Droit de grève

B. Droit à la sécurité sociale, y compris aux assurances sociales en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte des moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de la volonté

C. Droit à un niveau de vie suffisant

1. Droit à une nourriture suffisante
2. Droit à un vêtement et à un logement suffisants
3. Droit aux services sociaux nécessaires
4. Droit à une amélioration constante des conditions d'existence
5. Droit à la protection et à l'amélioration de l'environnement

D. Droit à la jouissance du meilleur état de santé physique et mental possible

Mesures prises pour assurer:

1. La diminution de la mortalité et de la mortalité infantile, ainsi que le développement sain de l'enfant

2. L'amélioration de tous les aspects de l'hygiène du milieu et de l'hygiène industrielle
3. La prophylaxie et le traitement des maladies épidémiques, endémiques, professionnelles et autres, ainsi que la lutte contre ces maladies
4. La création de conditions propres à assurer à tous des services médicaux et une aide médicale en cas de maladie

E. Droit des familles, des mères et des enfants à une protection et à une assistance

1. Droit de la famille à une protection et une assistance
2. Droit des mères à des soins spéciaux et à une assistance spéciale, y compris à des services de garde des enfants propres à permettre aux femmes de poursuivre leur carrière.
3. Droit des enfants et des adolescents à des soins spéciaux et à une assistance spéciale
4. Droit des parents de déterminer librement et en toute responsabilité le nombre de leurs enfants et l'espacement des naissances.

F. Droit à l'éducation

1. Droit à l'enseignement primaire gratuit
2. Droit à l'égalité d'accès à l'enseignement supérieur y compris l'enseignement technique et professionnel sur la base des aptitudes ou du mérite
3. Droit des parents de choisir le type d'enseignement qui sera dispensé à leurs enfants

G. Droit de participer librement à la vie culturelle

1. Droit de participer à la vie culturelle et de bénéficier du progrès scientifique et de ses applications
2. Droit à la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique

- IV. Mesures prises en vue d'assurer la jouissance des droits mentionnés sous la rubrique III ci-dessus à un nombre croissant de personnes, sans distinction aucune fondée notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation
- V. Difficultés rencontrées pour assurer la jouissance des droits mentionnés sous la rubrique III ci-dessus, et méthodes et mesures adoptées pour surmonter ces difficultés

INTRODUCTION

1. Par sa résolution 1074 C (XXXIX) du 28 juillet 1965, le Conseil économique et social a notamment invité les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées à présenter des rapports sur les faits nouveaux intéressant les droits de l'homme dans les territoires soumis à leur juridiction, en ce qui concerne les droits énumérés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme ainsi que le droit de libre détermination et le droit à l'indépendance, suivant le cycle triennal continu suivant : a) la première année, des renseignements sur les droits civiques et politiques, le premier de ces rapports portant sur la période prenant fin au 30 juin 1965 ; b) la deuxième année, des renseignements sur les droits économiques, sociaux et culturels, le premier de ces rapports portant sur la période prenant fin au 30 juin 1966 ; c) la troisième année, des renseignements sur la liberté de l'information, le premier de ces rapports portant sur la période prenant fin au 30 juin 1967. Dans cette résolution, il était prévu qu'en ce qui concerne les droits qui étaient du domaine des institutions spécialisées, les gouvernements pouvaient, s'ils le préféraient, se borner à renvoyer aux rapports qu'ils avaient adressés aux institutions spécialisées intéressées.
2. Le Conseil a invité les institutions spécialisées à continuer à contribuer aux rapports périodiques sur les droits de l'homme conformément au programme mentionné ci-dessus et aux dispositions de sa résolution 624 B (XXII). Il a également invité les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif à continuer de soumettre des renseignements de caractère objectif conformément au même programme et aux dispositions de sa résolution 888 B (XXXIV).
3. Le Conseil a prié le Secrétaire général de transmettre in extenso les renseignements qu'il aura reçus des Etats Membres et des institutions spécialisées, ainsi qu'une table des matières analytique et un index par pays, à la Commission des droits de l'homme. Le Secrétaire général devait également communiquer à cet organe les observations reçues des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif ainsi que tous commentaires que l'Etat Membre intéressé pourrait faire à leur sujet.
4. Dans sa résolution 1596 (L) adoptée le 21 mai 1971, le Conseil, reconnaissant que le nombre d'obligations imposées aux Etats Membres en matière de rapports risquait de rendre l'établissement, chaque année, de rapports périodiques complets sur les droits de l'homme, a décidé que, sans préjudice de la présentation des rapports sur la liberté de l'information en 1971, les Etats Membres seraient désormais priés de soumettre des rapports périodiques tous les deux ans selon un cycle continu, le premier rapport, sur les droits civils et politiques, étant soumis en 1972, le deuxième, sur les droits économiques, sociaux et culturels, en 1974 et le troisième, sur la liberté de l'information, en 1976.

5. Conformément au paragraphe 18 de la résolution 1074 C (XXXIX) du Conseil, la Commission des droits de l'homme a créé un Comité spécial des rapports périodiques, ayant pour mandat d'étudier et d'évaluer les rapports périodiques et les autres renseignements reçus aux termes de la résolution et de soumettre à leur sujet à la Commission des observations, des conclusions et des recommandations de caractère objectif. Le Comité spécial devait également assurer pleinement la coordination nécessaire avec toute institution spécialisée pour l'examen de toute question que pouvait poser le rapport de cette institution. Dans sa résolution 1506 (XLVIII) du 17 mai 1970, le Conseil a autorisé le Comité spécial, nonobstant les dispositions de la résolution 1074 (XXXIX), à présenter son rapport à la Commission dans un délai d'un an à compter de la réception des rapports périodiques.

6. Au paragraphe 1 de sa résolution 16 B (XXIII) du 22 mars 1967, la Commission a déclaré que, pour la détermination des principales tendances des rapports périodiques, la tâche des organismes intéressés des Nations Unies sera facilitée dans l'avenir si on met surtout à leur disposition des données objectives révélant des caractéristiques telles que:

" a) L'influence exercée sur les Etats Membres par les instruments de l'Organisation des Nations Unies qui contiennent des principes et des normes en vue de la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales et, en particulier, des mesures adoptées pour mettre en oeuvre ces instruments;

b) L'intérêt commun de plusieurs Etats en ce qui concerne certains aspects des droits à l'étude;

c) L'expérience des difficultés rencontrées dans le domaine des droits de l'homme qui peut présenter un intérêt pour d'autres Etats;

d) Les faits nouveaux ou les méthodes nouvelles qui pourraient aider à surmonter certaines difficultés;

e) La participation de fractions de plus en plus nombreuses de la population à l'exercice des droits de l'homme."

7. Le présent résumé analytique a été préparé conformément à la résolution 16 B (XXIII) de la Commission des droits de l'homme. Au paragraphe 2 de cette résolution, la Commission a notamment prié le Secrétaire général, lorsqu'il soumettrait à l'avenir des rapports à l'examen de la Commission, de préparer pour chacun des droits de l'homme à l'étude un résumé analytique qui tienne compte du paragraphe 1 du dispositif de la résolution, décrive les principales tendances qui se dégagent des rapports, les difficultés rencontrées, les méthodes adoptées pour les surmonter, formule des suggestions concernant les possibilités de nouvelles mesures, et utilise le cas échéant les données pertinentes que pourraient fournir d'autres sources des Nations Unies. Elle a en outre prié le Secrétaire général

de mettre ce résumé analytique à la disposition du Comité spécial des rapports périodiques sur les droits de l'homme, ainsi que la documentation reçue conformément à la résolution 1074 C (XXXIX) du Conseil économique et social et de prendre des dispositions pour que le Comité spécial achève ses travaux avant la session annuelle de la Commission. Elle a également prié le Secrétaire général, lorsqu'il inviterait les Etats à présenter des rapports périodiques conformément à la résolution 1074 C (XXXIX) du Conseil économique et social, d'indiquer les grandes lignes suivant lesquelles il envisageait de classer la documentation reçue, compte tenu des dispositions pertinentes des instruments des Nations Unies.

8. Au paragraphe 3 de sa résolution 1596 (L), le Conseil économique et social a invité les Etats Membres, lorsqu'ils soumettraient leurs rapports périodiques, à suivre de près le plan des rubriques qui leur aurait été adressé par le Secrétaire général et à se conformer plus étroitement aux indications données au paragraphe 1 de la résolution 16 B (XXIII) de la Commission des droits de l'homme. Au paragraphe 4 de la même résolution, le Conseil a estimé, en particulier, que les évaluations effectuées par la Commission des droits de l'homme et son Comité spécial des rapports périodiques sur les droits de l'homme en ce qui concerne les progrès réalisés et les problèmes rencontrés en matière de promotion et de protection des droits de l'homme ne pouvaient avoir d'utilité pratique que dans la mesure où les gouvernements faisaient figurer dans leurs rapports des renseignements détaillés sur les difficultés particulières rencontrées et les mesures ou méthodes pratiques appliquées ou l'assistance nécessaire pour les surmonter.

9. Ainsi que la Commission des droits de l'homme l'en avait prié dans sa résolution 16 B (XXIII), le Secrétaire général, lorsqu'il a invité les Etats à présenter des rapports sur les droits économiques, sociaux et culturels pour la période allant du 1er juillet 1966 au 30 juin 1969, a établi un "plan de rubriques", en tenant compte des dispositions des instruments pertinents des Nations Unies ainsi que des grandes lignes dont il est question au paragraphe 6 ci-dessus.

10. Le plan des rubriques était joint à la demande de rapports et d'observations que le Secrétaire général a transmis le 31 octobre 1973 aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et membres des institutions spécialisées, ainsi qu'aux institutions spécialisées le 26 novembre 1973 et aux organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif le 5 décembre 1973. Le Secrétaire général a indiqué qu'il souhaitait, conformément au nouveau plan établi dans la résolution 1596 (L) du Conseil économique et social, que les rapports lui parviennent le 31 mars 1974 au plus tard.

11. Dans une note subséquente, en date du 22 mars 1974, le Secrétaire général a appelé l'attention sur la résolution 12 (XXX) adoptée

par la Commission des droits de l'homme à sa 1286ème séance, le 6 mars 1974 et, en particulier, sur les paragraphes 3 et 4 de cette résolution, dans lesquels la Commission exprimait l'espoir que tous les gouvernements présenteraient des rapports conformément au nouveau cycle de 6 ans (institué par la résolution 1596 (L) du Conseil) dans les délais, et invitait instamment les gouvernements à soumettre leurs rapports sur les droits économiques, sociaux et culturels le 31 mars 1974 au plus tard.

12. Au 31 mars 1974, les sept pays suivants avaient présentés des rapports : Dahomey, El Salvador, Fidji, Israël, Koweït, Philippines et Rwanda.

13. Dans une autre note en date du 9 juillet 1974, le Secrétaire général a prié les gouvernements de présenter leurs rapports le plus tôt possible, et en tous cas le 30 août 1974 au plus tard, afin que les rapports puissent être traduits et résumés et soumis à la Commission des droits de l'homme à sa trente et unième session ainsi qu'au Comité spécial des rapports périodiques de la Commission.

14. Au 30 août 1974, des rapports sur les droits économiques, sociaux et culturels avaient été reçus des vingt-huit autres Etats ci-après : Afghanistan, Allemagne, République fédérale d', Autriche, Barbade, Bulgarie, Costa Rica, Egypte, Finlande, Hongrie, Irak, Jamaïque, Japon, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Pays-Bas, Pologne, République arabe syrienne, République démocratique allemande, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Roumanie, Saint Marin, Singapour, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela et Yougoslavie. Ces rapports, ainsi que les rapports mentionnés au paragraphe 12, sont reproduits dans les documents E/CN.4/1155 et Add. 1 à 15.

15. Des rapports auront également été reçus des institutions spécialisées ci-après : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'éducation la science et la culture et Organisation météorologique mondiale. Ces rapports sont reproduits dans les documents E/CN.4/1156 et Add. 1 et 2.

16. L'Union postale universelle a publié un mémorandum sur le rôle de la poste en tant que facteur de développement économique, social et culturel, auquel elle a assuré une large diffusion. On peut se procurer des copies de ce mémorandum auprès du Secrétariat.

17. Conformément au paragraphe 14 de la résolution 1074 C (XXXIX) du Conseil et à la résolution 12 (XXII) de la Commission, les

observations relatives aux droits économiques, sociaux et culturels reçues des organisations non gouvernementales ainsi que les commentaires faits à leurs sujets par les Etats Membres intéressés seront communiquées par le Secrétaire général à la Commission des droits de l'homme et à son Comité spécial des rapports périodiques sur les droits de l'homme, ainsi qu'à la Commission de la condition de la femme et à la Sous-commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités.

18. Le présent résumé analytique suit le plan des rubriques dont il est question plus haut, au paragraphe 10. Les renseignements figurant dans les rapports reçus au 30 août 1974 ont été inclus selon qu'il convenait. En outre, on a utilisé les données pertinentes fournies en d'autres sources des Nations Unies, comme l'Annuaire des droits de l'homme.

19. Un additif au présent résumé analytique, qui contiendra les renseignements fournis dans les rapports communiqués après le 30 août 1974, sera publié à une date ultérieure.

I. Exposé liminaire concis des dispositions constitutionnelles et législatives, des politiques générales et des mesures concrètes ayant contribué sensiblement, au cours de la période allant du 1er juillet 1969 au 30 juin 1973, à assurer la reconnaissance, la jouissance et la protection des droits économiques, sociaux et culturels.

20. Un certain nombre de Constitutions, d'amendements constitutionnels et d'importantes mesures législatives visant à promouvoir et à réaliser les droits économiques, sociaux et culturels ont été adoptés par un certain nombre de pays au cours de la période considérée.

21. Les pays ci-après ont adopté de nouvelles Constitutions: Afghanistan (E/CN.4/1155 Add.8), Bulgarie (E/CN.4/1155 Add.8), Egypte (E/CN.4/1155 Add.10), Fidji (E/CN.4/1155), Hongrie (E/CN.4/1155 Add.5) Irak (E/CN.4/1155 Add.10), Philippines (E/CN.4/1155), Rwanda (E/CN.4/1155) et Yougoslavie (E/CN.4/1155 Add.6). Un pays, le Dahomey, a adopté une nouvelle Charte du Conseil présidentiel (E/CN.4/1155).

22. La Gambie, le Ghana, la Haute-Volta, le Kenya et le Maroc ont également adopté de nouvelles Constitutions, tandis que les Emirats arabes unis et le Soudan ont adopté des Constitutions provisoires. (Annuaire des droits de l'homme pour 1969, 1970 et 1971).

23. Le Gouvernement de la République afghane, proclamée le 17 juillet 1973, a maintenu les dispositions de la Constitution de 1964 se rapportant aux droits économiques, sociaux et culturels (E/CN.4/1155/Add.8).

24. En Bulgarie, l'Assemblée nationale a approuvé une nouvelle Constitution, qui contient les principes fondamentaux concernant les droits économiques, sociaux et culturels (E/CN.4/1155/Add.8).

25. La nouvelle Constitution de la République arabe d'Egypte, adoptée le 11 septembre 1971, contient des dispositions garantissant des services dans les domaines culturel et social et dans le domaine de la santé, et favorise, entre autres choses, l'équilibre entre la propriété d'Etat et la propriété privée, et protège cette propriété privée dans le cadre de la liberté individuelle. Le Gouvernement égyptien a indiqué dans son rapport que la nouvelle Constitution garantit la liberté de recherches scientifiques et de la création littéraire, artistique et culturelle; elle garantit également la liberté de constituer des syndicats et des associations (E/CN.4/1155 Add. 10).

26. Les Constitutions de Fidji et de la Hongrie contiennent des dispositions expresses en vue de la protection des droits fondamentaux

de l'homme. Le chapitre II de la Constitution de Fidji est consacré intégralement à la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, tandis que l'article 54 de la Constitution hongroise de 1972 stipule que la République populaire hongroise respecte les droits de l'homme et que toutes les lois et tous les règlements concernant les droits et les devoirs fondamentaux des citoyens doivent être approuvés par le Parlement (E/CN.4/1155 et Add.5).

27. La nouvelle Constitution de la République d'Irak prévoit expressément que le travail est un droit que l'Etat s'engage à fournir. Le Gouvernement philippin a signalé dans son rapport que la nouvelle Constitution contient une garantie qui prévoit expressément la protection des minorités nationales. En particulier, le Gouvernement philippin a souligné les efforts qu'il déploie en faveur des Musulmans, et énuméré diverses mesures qui ont été prises pour améliorer la situation de cette minorité (E/CN.4/1155 et Add.10).

28. La nouvelle Constitution du Rwanda garantit les libertés fondamentales énoncées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Dans une déclaration de politique générale faite le 1er août 1973, le Gouvernement du Rwanda a déclaré que l'on accorderait la priorité à une répartition équitable des services sociaux, des hôpitaux et des établissements d'enseignement (E/CN.4/1155).

29. La nouvelle Constitution yougoslave contient des modifications radicales en ce qui concerne le rôle des travailleurs. Le Gouvernement yougoslave a signalé dans son rapport qu'aux termes de la nouvelle Constitution, un rôle prédominant dans le processus de prise de décisions en matière économique est garanti aux travailleurs (E/CN.4/1155 Add.6).

30. Les nouvelles Constitutions de la Gambie, du Ghana, de la Haute-Volta, du Kenya et du Maroc reflètent certains des principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Des chapitres entiers des Constitutions de la Gambie et de la Haute-Volta sont consacrés exclusivement à la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales. De même, la Charte du Dahomey mentionne expressément la Déclaration universelle et son préambule, entre autres choses, affirme l'attachement du Dahomey à la Déclaration universelle (E/CN.4/1155).

31. Les Constitutions provisoires des Emirats arabes unis et du Soudan consacrent certains des principes consacrés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

32. Au cours de la période considérée, des révisions et modifications constitutionnelles concernant la protection des droits de l'homme ont été adoptées par les Etats-Unis d'Amérique, Haïti, la Malaisie, la Suisse et la Turquie. (Annuaire des droits de l'homme pour 1969, 1970 et 1971).

33. La RSS de Biélorussie a signalé qu'elle avait adopté une vaste série de mesures visant à accroître les transferts sociaux afin de fournir un plus grand nombre de services sociaux gratuits. Des mesures analogues ont été adoptées par la Tchécoslovaquie, principalement sur la base de la Constitution, visant à élever le niveau de vie et à améliorer la qualité de la vie (E/CN.4/1155/Add.2 et Add.10).

34. Le Gouvernement d'El Salvador a signalé dans son rapport qu'au cours de la période considérée, un nouveau Code de commerce a été promulgué afin de réglementer les droits économiques de tous les particuliers en matière commerciale et de protéger les droits économiques et sociaux des travailleurs. El Salvador a également favorisé la constitution de coopératives et a adopté une loi générale concernant l'assistance coopérative; il a également promulgué une loi générale sur l'enseignement et constitué un fonds de garantie pour la fourniture de crédits dans le domaine de l'enseignement. Ce pays a également adopté une loi sur le Fonds social pour le logement (E/CN.4/1155).

35. Dans le domaine de l'enseignement, le Gouvernement finlandais a signalé dans son rapport qu'il avait adopté diverses mesures visant à fournir des services d'enseignement et des services culturels à une population de plus en plus nombreuse (E/CN.4/1155/Add.13).

36. La République démocratique allemande a déclaré dans son rapport que le huitième Congrès du Parti socialiste unifié allemand a défini la politique à suivre pour poursuivre l'édification du socialisme et favoriser les droits économiques, sociaux et culturels. Pour donner suite aux décisions prises par le huitième Congrès, on a adopté et appliqué de vastes mesures sociales consistant notamment à accroître les pensions de retraités, les traitements et les salaires, à améliorer la situation des logements, à développer les services de santé publique et à accroître l'aide fournie aux familles nombreuses. La République démocratique allemande a signalé dans son rapport qu'au cours de la période considérée, un très large programme a été exécuté dans le domaine de la politique sociale (E/CN.4/1155/Add.14).

37. La République fédérale d'Allemagne a fait savoir qu'elle avait adopté le 1er juillet 1969 une loi sur la promotion de la main-d'oeuvre qui constitue le fondement juridique d'un certain nombre de mesures de politique de l'emploi visant à assurer le plein emploi. La loi de 1972 sur le statut des entreprises tient compte également de l'évolution technique, économique et sociale intervenue depuis vingt ans et fournit au Gouvernement fédéral allemand les orientations à suivre en vue d'une politique économique et financière coordonnée (E/CN.4/1155/Add.5).

38. Israël a signalé dans son rapport qu'au cours de la période considérée, on avait continué à reconnaître et à réaliser les droits économiques, sociaux et culturels; les mesures législatives adoptées étaient conformes à l'esprit des instruments internationaux qui, comme il était signalé dans le rapport, inspirent le droit et la pratique israéliens (E/CN.4/1155).

39. Le Gouvernement jamaïcain a déclaré avoir entrepris un programme de démolition des îlots insalubres et de relogement ainsi qu'un programme d'adduction d'eau dans les collectivités locales. L'implantation d'industries dans les zones rurales a été encouragée au moyen de dégrèvements et de stimulants fiscaux accordés aux futurs entrepreneurs en application de la loi relative à l'encouragement de l'industrie. Un programme d'aide médicale communautaire a été introduit en 1972, et un programme national d'alphabétisation en 1973 (E/CN.4/1155/Add.2).

40. Le Gouvernement japonais a déclaré dans son rapport qu'en mai 1970 a été lancé un nouveau programme quinquennal de développement économique et social et qu'en 1973 a été adopté un programme de base en matière de développement économique pour la période 1973-1977. Le principal objectif de ce nouveau programme est d'améliorer le bien-être de la nation. (E/CN.4/1155/Add.7).

41. A Madagascar, la loi 71-034 du 14 décembre 1971 définit les grandes lignes du développement, dont l'objectif est de favoriser le développement économique, culturel et social dans un esprit socialiste. Un décret du 24 avril 1974 vise à réorganiser l'enseignement privé, et une ordonnance du 16 juin 1973 a créé l'Université de Madagascar. (E/CN.4/1155/Add.12).

42. Certaines mesures législatives ont été adoptées en Malaisie afin d'améliorer la situation sociale, notamment la loi de 1974 sur les tribunaux pour enfants et la loi de 1973 sur la protection des femmes et des jeunes filles. Outre les mesures législatives, certaines mesures administratives ont été prises pour développer le régime d'assistance familiale, les services sociaux fournis aux personnes âgées et aux enfants ainsi que les services de réadaptation des handicapés (E/CN.4/1155/Add.4).

43. Le Gouvernement néerlandais a signalé dans son rapport que l'objectif du plein emploi n'a pas été atteint au cours de la période considérée mais qu'il a pris des mesures pour réaliser un équilibre sur le marché du travail. De nouvelles mesures visant à développer les systèmes de protection sociale et de sécurité sociale du Gouvernement ont été prises pendant la période considérée. L'objectif consistant à assurer une répartition équitable des revenus a contribué directement à la formulation des politiques socio-économiques. Le Gouvernement

néerlandais a également déclaré qu'au cours de la période considérée, on a accordé une attention de plus en plus grande à la situation vulnérable des handicapés, des travailleurs étrangers, des travailleurs du sexe féminin et des jeunes travailleurs (E/CN.4/1155/Add.13).

44. Dans le domaine du développement socio-économique, les Gouvernements de la Pologne et de la Roumanie ont signalé l'adoption de mesures visant à favoriser le développement économique et à améliorer les droits économiques et sociaux. En Pologne, en particulier, le sixième Congrès du Parti Uni des travailleurs polonais a adopté en 1971 un programme à long terme de développement socio-économique accéléré afin de répondre aux besoins des travailleurs et de leurs familles (E/CN.4/1155/Add.3). La Roumanie a déclaré que sa politique de développement économique, social et culturel garantit la protection des droits économiques, sociaux et culturels (E/CN.4/1144/Add.15).

45. Singapour a signalé qu'au cours de la période considérée, deux lois ont été adoptées afin de contrôler l'accroissement démographique, objectif qui revêt une priorité élevée dans un Etat des dimensions de Singapour. Les lois adoptées sont la loi de 1969 sur la stérilisation volontaire et la loi de 1969 sur l'avortement. Singapour a également signalé la création d'un Conseil national des salaires et l'adoption de la loi de 1971 portant modification de la réglementation concernant les accidents du travail, qui prévoit une augmentation des prestations versées aux travailleurs et ou aux personnes à leur charge en cas de décès ou d'accidents survenus au cours du travail (E/CN.4/1155/Add.13).

46. La République socialiste soviétique d'Ukraine a signalé que les droits économiques, culturels et sociaux fondamentaux des citoyens sont consacrés dans la Constitution, qui ne proclame pas seulement ces droits mais garantit une possibilité réelle de les exercer dans les faits (E/CN.4/1155/Add.1).

47. L'Union des Républiques socialistes soviétiques a indiqué qu'au cours de la période 1969/1973, son économie socialiste a continué à se développer et que l'élévation du bien-être et de la culture des peuples soviétiques s'est poursuivie (E/CN.4/1155/Add.6).

48. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a énuméré les principaux domaines dans lesquels s'exercent ses efforts concernant les droits de l'homme, c'est-à-dire la réforme agraire, l'emploi rural, la production alimentaire, la nutrition et, d'une façon générale, l'amélioration des conditions de vie dans les campagnes aux moyens de services de formation professionnelle, d'éducation et de vulgarisation. Les états Membres de la FAO ont mis un accent plus marqué sur des facteurs comme l'environnement, les programmes en faveur de la jeunesse, l'accroissement de la participation des femmes à la

société et les programmes concernant la protection de la famille. La FAO a appelé l'attention sur son plan indicatif mondial de développement agricole, établi en 1969. Dans cette étude ainsi que dans les stratégies élaborées par la suite, la mobilisation des ressources humaines est envisagée comme un élément particulièrement important. La FAO appelle également l'attention sur le Programme alimentaire mondial, qu'elle parraine avec l'Organisation des Nations Unies. Ce programme a été un moyen important d'acheminer les dons d'aliments vers les pays bénéficiaires, non seulement d'un point de vue logistique, mais également dans ce sens qu'il a permis de tenir compte des politiques des besoins alimentaires et nutritionnels des gouvernements bénéficiaires (E/CN.4/1156/Add.2).

II. Influence des instruments des Nations Unies contenant des principes et des normes relatifs à la reconnaissance, la jouissance et la protection des droits économiques, sociaux et culturels et, en particulier, mesures prises pour appliquer lesdits instruments au cours de la période allant du 1er juillet 1969 au 30 juin 1973.

49. La Déclaration universelle des droits de l'homme, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et les Conventions de l'OIT ont eu une influence importante sur la promulgation des nouvelles Constitutions et des mesures législatives adoptées par un certain nombre de pays au cours de la période considérée.

50. Dans un certain nombre de pays qui ont adopté de nouvelles Constitutions pendant la période 1969-1973 (voir plus haut, paragraphes 21 et 22), les principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme ont été consacrés dans les nouvelles Constitutions.

51. Plusieurs des pays qui ont présenté des rapports pour la période considérée ont ratifié le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Ces pays sont l'Irak (E/CN.4/1155/Add.10), Madagascar (E/CN.4/1155/Add.12), la République démocratique allemande (E/CN.4/1155/Add.14), la RSS de Biélorussie (E/CN.4/1155/Add.2), la RSS d'Ukraine (E/CN.4/1155/Add.1), l'URSS (E/CN.4/1155/Add.6), la Roumanie (E/CN.4/1155/Add.15) et la Yougoslavie (E/CN.4/1155/Add.6).

52. La Yougoslavie a signalé en outre qu'elle se conforme à tous les instruments de droit international adoptés sous les auspices des Nations Unies et de ses institutions spécialisées. De plus, la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et plusieurs documents des institutions spécialisées ont été pris en considération par les organes de l'Etat yougoslave dans leurs travaux de réforme constitutionnelle. Un excellent exemple, a signalé la Yougoslavie, en est la Déclaration des Nations Unies sur l'environnement, qui a été introduite dans la nouvelle Constitution yougoslave (E/CN.4/1155/Add.6).

53. Au cours de la période considérée, les Pays-Bas (E/CN.4/1155/Add.13) et la Roumanie (E/CN.4/1155/Add.15) ont ratifié la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

54. Quatre pays, l'Autriche, la République fédérale d'Allemagne, le Koweït et les Pays-Bas (E/CN.4/1155/Add.11, Add.5, E/CN.4/1155 et Add.13) ont signalé qu'ils avaient adopté certaines Conventions de l'OIT. L'Autriche considère comme particulièrement importante la ratification des Conventions de l'OIT No. 124 concernant l'examen médical d'aptitude des adolescents aux travaux souterrains dans les mines, No. 111 concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession et No. 122

concernant la politique de l'emploi. Au cours de la période considérée, la République fédérale d'Allemagne a ratifié les quatre Conventions de l'OIT ci-après : No. 118 concernant l'égalité de traitement des nationaux et des non-nationaux en matière de sécurité sociale, No. 121 concernant les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles, No. 122 concernant la politique de l'emploi et No. 128 concernant les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants. Le Koweït a signalé avoir ratifié la Convention No. 111 de l'OIT (1958) contre la discrimination en matière d'emploi. Les Conventions No. 29 et 105 de l'OIT, qui interdisent le travail forcé ont également été ratifiées. En outre, le Koweït a signalé avoir ratifié les Conventions No. 87 et 117 de l'OIT concernant la protection des syndicats et de leurs droits et les objectifs et les normes de la politique sociale. Enfin, le Koweït a déclaré que les travailleurs immigrants jouissent de tous les droits prévus par la législation nationale du travail.

55. La Jamaïque a signalé qu'elle continue de participer activement aux travaux des organisations internationales et que les normes et les principes énoncés dans les instruments adoptés ont influencé considérablement les lois et la pratique à la Jamaïque (E/CN.4/1155/Add.2). Le Dahomey a signalé qu'une série de décrets et d'ordonnances ont été adoptés au cours de la période considérée dans le domaine sur lequel portent des instruments des Nations Unies (E/CN.4/1155).

56. La République populaire de Pologne a déclaré qu'en ce qui concerne les droits économiques, sociaux et culturels, la situation en Pologne est à bien des égards meilleure que celle qui est prévue par les normes établies dans les instruments internationaux pertinents (E/CN.4/1155/Add.3). Par ailleurs, au cours de la période 1969-1973, le Soviet suprême et le Conseil des ministres de l'URSS ont adopté un certain nombre d'actes législatifs et de décisions concernant l'application des droits économiques, sociaux et culturels fondamentaux proclamés dans la Constitution de l'URSS et dans des instruments des Nations Unies (E/CN.4/1155/Add.6).

57. L'OIT a signalé que, depuis le 30 juin 1969, huit nouvelles Conventions et 12 nouvelles recommandations ont été adoptées. A sa 54ème session, en juin 1970, la Conférence de l'OIT a adopté la Convention de 1970 sur la fixation des salaires minima et la recommandation de 1970 (No. 135). Les autres Conventions signalées par l'OIT et intéressant la période considérée sont notamment la Convention de 1970 sur les congés payés et la recommandation de 1970 sur le régime spécial applicable aux jeunes.

58. Un certain nombre d'autres Conventions ont été signalées par l'OIT, comme les Conventions intéressant les gens de mer et les Conventions qui concernent la prévention des accidents, la Convention sur le logement des équipages de 1970 et la Convention sur la prévention des accidents (gens de mer) de 1970. L'OIT a mentionné également une nouvelle procédure de contacts directs entre un représentant du Directeur général de l'OIT et plusieurs services gouvernementaux en vue d'examiner les difficultés rencontrées par les gouvernements pour donner effet aux conventions ratifiées. Cette procédure a été introduite en 1969.

59. En outre, l'OIT a déclaré que la Commission d'experts a entrepris chaque année, au cours de la période considérée, une étude générale de la législation et de la pratique nationales sur un sujet particulier. En 1970, cette étude a porté sur la santé, le bien-être et les conditions de logement des travailleurs, en 1971 sur la discrimination en matière d'emploi et de profession, et en 1972 sur la politique de l'emploi. En 1973, l'étude a porté sur la liberté d'association et les négociations collectives. Au cours des quatre années 1970, 1971, 1972 et 1973, l'OIT a noté 304 cas dans lesquels les lois ou la pratique nationales avaient été modifiées à la suite des observations formulées par la Commission d'experts pour l'application des Conventions et recommandations (E/CN.4/1156/Add.1).

60. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture a déclaré dans son rapport que le problème de l'application des dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme a été examiné, sous une forme ou sous une autre, lors de toutes les sessions de la Conférence générale de l'UNESCO. Tout le programme de l'UNESCO est orienté vers l'application des principaux droits économiques, sociaux et culturels (E/CN.4/1156).

61. L'Organisation météorologique mondiale a déclaré que les résolutions des Nations Unies concernant les droits de l'homme et la discrimination raciale intéressant les institutions spécialisées et transmises à L'OMM sont portées à l'attention du Congrès de l'Organisation. Cet organisme se réunit tous les quatre ans. Le dernier Congrès, qui s'est tenu en 1971, a condamné catégoriquement les politiques de discrimination raciale et de domination coloniale des peuples d'Afrique australe (E/CN.4/1156).

III. Faits nouveaux importants survenus au cours de la période allant du 1er juillet 1969 au 30 juin 1973 concernant la reconnaissance, la jouissance et la protection des droits économiques, sociaux et culturels, et indication, le cas échéant, des dispositions constitutionnelles, mesures législatives et règlements administratifs promulgués ainsi que des décisions judiciaires rendues pendant cette période

A. Droit au travail

62. Le droit au travail a été la pierre angulaire de la politique nationale de tous les pays qui ont présenté des rapports pour la période considérée. Cette politique a trouvé son expression dans des Constitutions nouvelles, des amendements constitutionnels et des mesures législatives. Sur le plan international, le droit au travail a été l'un des principaux sujets de préoccupation de l'OIT pendant toute la période considérée. En 1969, le Programme mondial de l'emploi a été lancé pour aider les gouvernements à formuler et à appliquer des politiques de l'emploi. A ce propos, l'OIT a organisé un certain nombre de missions chargées de donner des conseils sur la stratégie de l'emploi. L'OIT a également signalé la mise sur pied d'équipes régionales pour l'Asie, l'Amérique latine et les Antilles, ainsi que le développement des activités de coopération technique intéressant l'emploi. Des experts sur la planification de la main-d'oeuvre ont été détachés auprès d'un certain nombre de pays. En 1972, la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations a présenté une étude générale, fondée sur des rapports communiqués par les gouvernements, sur l'état des ratifications de la Convention et Recommandation de 1964 sur la politique de l'emploi. Dans son rapport, l'OIT a donné des détails sur l'évolution intervenue dans les pays à cet égard. En outre, à sa 54ème session, la Conférence internationale du travail a adopté la Recommandation de 1970 concernant le régime spécial applicable aux jeunes. Ces régimes prévoient notamment la formation des jeunes. En outre, au cours de la période considérée, des contacts directs ont été pris entre l'OIT et plusieurs gouvernements en ce qui concerne l'application de la Convention sur le travail forcé. L'OIT a signalé qu'à la suite de ses efforts, un certain nombre de pays ont adopté de nouvelles réglementations ou ont modifié les anciennes en vue de favoriser le droit au libre choix de l'emploi (E/CN.4/1156/Add.1).

1. Droit au libre choix de l'emploi

63. Dans un certain nombre de pays, le droit au travail est proclamé dans la Constitution et son exercice garanti par les dispositions constitutionnelles. En Bulgarie, par exemple, l'article 40 de la Constitution prévoit que tous les citoyens ont le droit de choisir librement leur emploi. De même, les Constitutions du Costa Rica, de l'Egypte, de la République populaire hongroise et de la RSS de Biélorussie contiennent des dispositions garantissant le droit au libre choix de l'emploi et sauvegardant la liberté absolue des citoyens en ce qui concerne le choix de leur profession (E/CN.4/1155/Add.1, 10, 5 et 2).

64. D'autres Constitutions, comme celle de la Tchécoslovaquie, de l'Etat du Koweït, de la RSS d'Ukraine, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et de la Yougoslavie contiennent des dispositions garantissant la liberté de l'emploi qui sont consacrées souvent dans des Codes du travail ou des règlements d'application fondés sur les dispositions constitutionnelles. En outre, dans bien des cas, certains pays ont déclaré que le développement planifié de leurs économies permet d'instituer une distribution rationnelle de la main-d'oeuvre. En Tchécoslovaquie, par exemple, l'Arrêté No. 74/1973 (Recueil des lois) réglemente le licenciement, l'emploi et la sécurité matérielle des travailleurs (E/CN.4/1155 et Add. 10. 1 et 6).

65. La République démocratique allemande a signalé que le droit au travail est indissociablement lié au droit du peuple travailleur de participer à la gestion des entreprises ou des processus de production. Tout citoyen a le droit de choisir librement son emploi conformément aux besoins sociaux et à ses aptitudes et aspirations personnelles. Ce droit est garanti, en particulier, dans le Code du travail, tel qu'il a été modifié le 12 janvier 1968 (E/CN.4/1155/Add.14).

66. Dans la République fédérale d'Allemagne, le droit au travail se traduit surtout, dans la pratique, par une politique économique de plein emploi et par une politique de main-d'oeuvre active. Le libre choix de l'emploi et du lieu de travail, ainsi que la liberté de déplacement, sont garantis par la Constitution. Ce droit est réalisé aux moyens de la loi sur la promotion de la main-d'oeuvre (E/CN.4/1155/Add.5).

67. Il existe dans un certain nombre de pays un Code du travail qui complète le droit au libre choix de l'emploi. En Irak, en Roumanie et en URSS, par exemple, le libre choix de l'emploi est prévu dans la législation du travail. En Irak, la loi sur la main-d'oeuvre prévoit que le contrat de travail est un accord librement conclu entre le travailleur et l'employeur. En Roumanie, le droit au libre choix de l'emploi est prévu tant par la Constitution que par le Code du travail. Les mesures législatives pertinentes adoptées en Roumanie sont un décret et une décision adoptés en 1970 par le Conseil des ministres qui concernent l'un et l'autre le placement des jeunes sur le marché du travail. En Union soviétique, il est illégal de refuser de manière injustifiée de donner un emploi en vertu de l'Article 9 des principes de la législation du travail de l'URSS et des Républiques de l'Union, approuvés le 15 juillet 1970 (E/CN.4/1155/Add.10, 15 et 6).

68. Le Dahomey a déclaré que ce droit avait été favorisé par l'abolition en 1972, par le Gouvernement militaire révolutionnaire, des "champs collectifs" institués par les régimes politiques précédents et dénoncés par l'OIT comme étant des institutions déguisées de travaux forcés (E/CN.4/1155).

69. Singapour a déclaré que la discrimination de toute sorte est interdite par la Constitution. En outre, il a été créé en 1973 un Conseil présidentiel des droits des minorités. Dans un certain nombre d'autres pays, cette discrimination a fait l'objet de décisions judiciaires ou de décrets spéciaux. Israël, par exemple, a donné dans son rapport des détails d'une affaire qui illustre l'attitude de sa Cour suprême à l'égard de ce droit de l'homme. Dans le cas en question, une indemnité a été accordée pour un licenciement irrégulier (E/CN.4/1155 et Add. 13).

70. Aux Pays-Bas, dans l'ensemble, les travailleurs sont soumis au décret de 1954 accordant des pouvoirs spéciaux en matière de relations de travail, aux termes duquel les travailleurs ne sont pas autorisés à cesser leur travail sans la permission du bureau local de l'emploi. Sous réserve de cette autorisation, qui est rarement refusée, les travailleurs sont libres de choisir tout emploi. Le Gouvernement n'a jamais signalé également qu'il n'intervient pas, par exemple, dans le libre déplacement des personnes qui cherchent un emploi dans le pays ou à l'étranger. En Pologne, le droit au libre choix de l'emploi a été pleinement observé, bien qu'aucune mesure législative n'ait été adoptée dans ce domaine au cours de la période considérée. La Pologne a déclaré que la réalisation du droit au libre choix de l'emploi est assuré principalement par la situation sociale et économique d'ensemble, qui garantit le plein emploi (E/CN.4/1155/Add.13, 2 et 3).

2. Droit à des conditions de travail justes et favorables

71. Les Constitutions de la Bulgarie et de la Yougoslavie, et la Constitution provisoire de l'Irak, contiennent des dispositions visant à assurer que les conditions de travail soient protégées par l'Etat. Dans le cas de l'Irak, l'article 21 de la loi sur la main-d'oeuvre prévoit la mise en oeuvre de ce droit (E/CN.4/1155/Add.8, 6 et 10).

72. En Afghanistan, la loi sur les fonctionnaires et sur les agents contractuels du 10 mars 1971 prévoit des conditions de travail équitables, la limitation raisonnable de la durée du travail et la sécurité des travailleurs (E/CN.4/1155/Add.8).

73. En Autriche et à la Barbade, un certain nombre de lois ont été adoptées au cours de la période considérée; l'Autriche a promulgué des lois concernant la représentation des travailleurs, la protection des employés, les congés payés et la protection des travailleurs agricoles; la Barbade a promulgué des lois comme la loi de 1970 portant création d'un Fonds de prévoyance pour les travailleurs de l'industrie du sucre, qui accroît les prestations versées aux travailleurs et à leurs familles en cas de retraite ou de décès, ainsi qu'une loi concernant les indemnités de licenciement en cas de suppression d'emploi ou de travail saisonnier. En outre, à la Barbade, un salaire minimum est garanti au travailleur de l'industrie du sucre par l'ordonnance de 1971 concernant

les garanties d'emploi des travailleurs de l'industrie sucrière (E/CN.4/1155/Add.11 et 1).

74. Dans la République fédérale d'Allemagne, une décision du Conseil des ministres en date du 2 février 1967 définit la situation idéale comme celle où les travailleurs sont extrêmement productifs avec un minimum d'efforts. Les membres des organes directeurs des entreprises sont responsables de la création de conditions de travail favorables (E/CN.4/1155/Add.14).

75. La République fédérale d'Allemagne a déclaré que la réalisation de conditions de travail justes et favorables se fait, d'une part, par la législation et, d'autre part, par de nombreux accords sur les salaires. La première loi du 14 août 1969 portant amélioration de la législation du travail a créé des conditions favorables du point de vue du préavis de licenciement. La protection des travailleurs est également assurée par la loi du 7 août 1972 qui donne une base commerciale à l'Agence pour le recrutement de la main-d'oeuvre (E/CN.4/1155/Add.5).

76. Aux Pays-Bas, la législation du travail contient de multiples garanties du droit à des conditions de travail justes et favorables. Le Parlement est actuellement saisi d'un projet de loi interdisant le licenciement pour des raisons touchant le mariage, la grossesse ou l'accouchement. Le 1er avril 1971 est entrée en vigueur la loi sur les conseils du travail réglementant la question de la participation des travailleurs. Le 1er juin 1971 est également entrée en vigueur une loi réglementant la structure des entreprises (E/CN.4/1155/Add.13).

77. Il existe dans un certain nombre de pays des lois qui visent à protéger la santé des travailleurs dans le contexte d'ensemble des conditions de travail. En Roumanie, à Saint Marin, à Singapour et au Venezuela, par exemple, la législation du travail prévoit la protection contre les accidents du travail et l'indemnisation des travailleurs victimes d'accidents du travail. En Union soviétique, l'Article 2 des principes de la législation du travail affirme le droit à des conditions de travail justes et favorables (E/CN.4/1155/Add.15, 9. 13 et 6).

78. A El Salvador, le Code du travail contient des dispositions qui régissent les contrats de travail et qui s'appliquent, d'une façon générale, aux rapports entre l'employeur et l'employé. En Pologne et en Roumanie, les relations de travail sont déterminées par la propriété collective des moyens de production (E/CN.4/1155 et Add.3 et 15).

79. L'OIT a déclaré mettre l'accent, pour ce qui est de ce droit, sur l'établissement et le maintien de conditions de travail saines et sûres. L'OIT a donné des détails sur un certain nombre de Conventions et de recommandations visant à favoriser un milieu de travail sain. S'agissant de la protection de la santé des travailleurs, l'OIT a insisté sur l'influence de plus en plus grande exercée par les Recommandations No.97 et 112 sur la législation et la pratique des Etats Membres dans ce domaine (E/CN.4/1156/Add.1).

3. Droit à la protection contre le chômage et le sous-emploi

80. Le Costa Rica, la République arabe d'Egypte, l'Irak et la Yougoslavie ont fait figurer dans leurs Constitutions des dispositions visant expressément le bien-être des chômeurs, l'élévation du niveau de vie, l'élimination du chômage et le droit à des indemnités de chômage (E/CN.4/1155/Add.1, 10 et 6).

81. A El Salvador, la loi sur la sécurité sociale stipule que la sécurité sociale sera considérablement élargie pour couvrir les risques auxquels les travailleurs sont exposés par suite d'un chômage involontaire. En République fédérale d'Allemagne, la politique du travail est considérée comme un moyen particulièrement important d'assurer le plein emploi. Une contribution importante à cet égard est celle qu'apportent les mesures visant à favoriser la formation professionnelle et qui se présentent sous de nombreuses formes dans la loi sur la promotion de la main-d'oeuvre. Cette loi prévoit des programmes de familiarisation, de formation et de recyclage ainsi que l'octroi d'une assistance spéciale aux handicapés et aux vieillards (E/CN.4/1155/Add.5).

82. Au Koweït, ce droit de l'homme est protégé par la législation, et le Ministère des affaires sociales et du travail s'efforce de placer les travailleurs à des postes adaptés à leur âge et à leurs compétences techniques. Pour donner effet à ce droit à la protection contre le chômage et le sous-emploi, les Pays-Bas ont adopté toute une série de mesures. Il s'agit notamment d'un système d'emploi supplémentaire en vertu duquel des subventions temporaires sont accordées pour pouvoir mener à bien certains projets qui affectent l'emploi. Les autres mesures adoptées aux Pays-Bas pendant la période considérée portent notamment sur des systèmes de subventions aux travailleurs âgés et la création de services de main-d'oeuvre et de placement. La loi sur les salaires minima et les congés minima est entrée en vigueur aux Pays-Bas le 23 février 1969 et prévoit la fixation d'un salaire minimum, quel que soit le sexe (E/CN.4/1155/Add.13).

83. A Saint Marin, la loi No. 17 du 20 mai 1973 modifie la loi de 1967 prévoyant le plein emploi des travailleurs manuels. La loi No. 33 de 1972 prévoit l'augmentation des prestations versées aux travailleurs de l'Etat qui sont touchés par un arrêt de travail temporaire (E/CN.4/1155/Add.9).

84. La Pologne a déclaré que le plein emploi est un principe national. De ce fait, ce pays n'a signalé aucune modification importante pour la période 1969-1973 s'agissant de la protection contre le chômage, que ce soit dans le droit ou dans la pratique. Pour équilibrer l'offre et la demande de main-d'oeuvre, le Gouvernement polonais a déclaré avoir pris un certain nombre de mesures importantes. Il s'agit notamment de la résolution du Conseil des ministres en date du 17 décembre 1971 qui a créé des emplois supplémentaires dans les secteurs ayant des surplus de main-d'oeuvre; d'autres résolutions du Conseil des ministres concernaient la création de Fonds de développement, l'accroissement de l'emploi

des femmes et la création de systèmes de formation en cours d'emploi (E/CN.4/1155/Add.3).

85. Un certain nombre de pays ont signalé qu'en raison de leurs principes socialistes, le chômage n'existe pas. Néanmoins, si ces économies sont planifiées, le chômage temporaire existe et des dispositions sont prévues à cet effet. Dans cette catégorie se trouvent la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Roumanie et l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Ce dernier pays a signalé que si le progrès technique et scientifique libère une partie de la main-d'oeuvre, cette situation ne conduit pas au chômage dans des conditions socialistes (E/CN.4/1155/Add.10, 3, 15 et 6).

86. L'OIT a signalé que sa Conférence a adopté en 1970 et 1973 des nouvelles normes qui prévoient des dispositions concernant la protection des travailleurs qui risquent de se trouver sans travail. Il y a lieu de signaler à cet égard la Convention de 1973 sur le travail dans les ports et la Recommandation de 1973. L'OIT a fourni des détails sur la législation nationale existant à cet égard concernant la protection contre les licenciements injustifiés.

4. Droit de toute personne qui travaille à une rémunération juste et favorable lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence décente

87. Des dispositions concernant ce droit de l'homme existent dans les Constitutions de la Bulgarie, du Costa Rica et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et prévoient expressément le droit des travailleurs à une rémunération juste et favorable. S'agissant de la Bulgarie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, le travail est rémunéré sur la base du principe "à chacun selon ses besoins, à chacun selon ses compétences". Dans le cas du Costa Rica, la Constitution prévoit aussi bien un salaire minimum que le principe "à travail égal, salaire égal" (E/CN.4/1155/Add.8, 1 et 6).

88. La Constitution d'El Salvador prévoit que tous les travailleurs ont le droit à un salaire minimum, fixé périodiquement. Le Conseil national du salaire minimum a également été créé à El Salvador pendant la période considérée. La Jamaïque a ratifié en 1973 la convention No.111 concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession, et recommandé la ratification de deux autres instruments concernant la politique de l'emploi et l'égalité des rémunérations. La Yougoslavie a déclaré que le travailleur a les moyens de diriger son propre travail. Il existe en Yougoslavie des dispositions qui garantissent à chaque travailleur un revenu suffisant pour assurer sa sécurité matérielle et sociale (E/CN.4/1155/Add.2 et 6).

89. Dans la République démocratique allemande, le chapitre 2 du Code du travail stipule que tout citoyen a droit à une rémunération fonction de la qualité et de la quantité de son travail et le droit à un salaire

égal pour un travail égal, sans égard au sexe ou à l'âge. Une existence décente est assurée par des moyens qui comprennent notamment la fixation d'un salaire minimum. Le salaire minimum mensuel brut de tous les travailleurs à temps complet a été relevé le 1er mars 1971 (E/CN.4/1155 et Add. 14).

90. Dans la République fédérale d'Allemagne, une rémunération juste et favorable du travail garantissant une existence décente à l'employé ainsi qu'à sa famille est réalisé surtout par un barème de traitements et de salaires favorables négocié par les syndicats et les employeurs. De plus, la loi sur le maintien du paiement des salaires, promulguée le 27 juillet 1969, donne aux travailleurs le droit au versement de la totalité de leurs salaires pendant six semaines en cas d'incapacité par suite de maladie. La première loi portant amélioration de la législation du travail règle les problèmes spécifiques relatifs au maintien du salaire en cas de préavis (E/CN.4/1155/Add.5).

91. S'agissant des questions de rémunération, un certain nombre de pays ont adopté des règlements visant à prévoir soit un salaire minimum, soit des indemnités spéciales si ce salaire minimum n'existe pas. En Afghanistan, en Irak, au Koweït, au Luxembourg, à Saint Marin et à Singapour, il existe des réglementations de ce type. En Irak, par exemple, l'Article 60 de la loi sur la main-d'oeuvre prévoit un salaire minimum, tandis qu'au Koweït la loi de 1964 sur le travail dans le secteur privé réglemente le montant de la rémunération à laquelle le travailleur a droit à la fin de ses services. A Singapour, les dispositions pertinentes sont la loi sur le Fonds central de prévoyance et la loi sur l'emploi, tandis qu'en Afghanistan, c'est le règlement du 27 juin 1973 qui prévoit un salaire minimum (E/CN.4/1155 et Add. 8, 10, 2, 9 et 13).

92. Dans la République socialiste soviétique de Biélorussie, les gains d'une personne sont la principale source de revenu mais pas la seule. Les travailleurs et leurs familles reçoivent un supplément de revenus sous la forme de divers dons et privilèges provenant de la partie du revenu national dénommée Fonds sociaux de consommation. En Tchécoslovaquie, la rémunération des travailleurs est également complétée par des ajustements fiscaux et indemnités analogues (E/CN.4/1155/Add.2 et 10).

93. Le Gouvernement du Dahomey a cherché, dans le Discours-programme du 30 novembre 1972, à fixer pour objectif une société assurant une vie décente pour tous et où seraient atténuées les inégalités de revenus. Le Gouvernement malgache a relevé en 1971 et à nouveau en 1972 le montant du salaire minimum garanti (E/CN.4/1155/Add.12).

94. En Pologne et dans la République socialiste soviétique d'Ukraine, les fonds sociaux de consommation existent aussi et contribuent au salaire réel du travailleur. Au cours des années 1971-1973, les salaires réels se sont accrus de 24 pour cent en Pologne, et le montant du salaire minimum lui-même a été relevé (E/CN.4/1155/Add.3 et 1).

95. Au cours de la période considérée, l'OIT a signalé l'adoption de nouvelles normes dans les Conventions existantes concernant les salaires. En 1970 la Conférence internationale du travail a adopté la Convention No. 131 et la Recommandation No. 135 sur la fixation du salaire minimum. Ces mesures ont été rédigées de façon à tenir compte particulièrement des besoins des pays en voie de développement. De plus, dans ce contexte, les experts de l'OIT ont fourni une assistance à un certain nombre de pays, spécialement des pays en voie de développement (E/CN.4/1156/Add.1).

5. Droit de toute personne à un salaire égal pour un travail de valeur égale sans discrimination aucune

96. S'agissant de ce droit, l'OIT a signalé les mesures prises à l'échelon national pour éliminer la discrimination. Un certain nombre de pays ont adopté des mesures et des règlements visant à sanctionner une telle discrimination (E/CN.4/1156/Add.1).

97. Plusieurs pays prévoient le principe de l'égalité des chances et l'égalité de salaire pour un travail égal dans leurs Constitutions. En Irak, au Koweït et en Yougoslavie, la Constitution interdit toute discrimination en matière d'emploi (E/CN.4/1155 Add. 10 et 6).

98. En Tchécoslovaquie, l'Arrêté No. 158/1970 (Recueil des lois) s'applique aux normes régissant l'accroissement des salaires et fixe les principes concernant la rémunération du travail. L'Egypte a signalé que le législateur s'est efforcé d'insister sur le fait que l'adoption de dispositions concernant expressément les travailleuses ne signifie pas que toutes les autres dispositions de la législation du travail ne s'appliquent pas à elles. Les hommes et les femmes reçoivent un salaire égal pour un travail de valeur égale. A El Salvador, le Code du travail prévoit l'égalité de rémunération sans égard au sexe, à la race, aux convictions ou à la nationalité (E/CN.4/1155 et Add. 10).

99. Dans la République démocratique allemande, le chapitre 40 du Code du travail pose ce principe, de même que les sections 13 et 23 de l'Ordonnance en conseil concernant la Constitution de la Jamaïque. Dans ce dernier pays, une loi concernant la discrimination fondée sur le sexe protège également contre une telle discrimination. La Convention No. 100 de l'OIT concernant l'égalité de rémunération pour les travailleurs et les travailleuses a été ratifiée par les Pays-Bas le 16 juin 1971, et un projet de loi sur cette question devait être déposé au Parlement de ce pays en 1974 (E/CN.4/1155/Add.14, 2 et 13).

100. A la Barbade, l'Ordonnance du 15 mars 1970 portant réglementation des traitements des travailleurs en atelier et l'Ordonnance du 3 juillet 1972 portant réglementation des traitements des travailleurs en atelier

prévoient la fixation d'un salaire minimum pour ce type de travailleurs, sans discrimination aucune. Les Codes du travail de la RSS de Biélorussie et de la RSS d'UKraine interdisent la discrimination. Dans ce dernier pays, le Code du travail du 1er juillet 1972 interdit à tout employeur de refuser un emploi sans justification et interdit la discrimination (E/CN.4/1155/Add.1 et 2).

101. En République fédérale d'Allemagne, ce droit a été reconnu comme un élément de la législation du travail par le premier Code fédéral du travail. Le Code fédéral du travail contient des dispositions qui visent à lutter également contre la discrimination cachée. Dans le cas d'une société qui, au cours de la période considérée, versait aux travailleuses étrangères un salaire inférieur à celui qui était payé aux travailleurs, le Code a présumé une intention discriminatoire de la part de la société et a fait à celle-ci obligation de prouver que telle n'était pas son intention (E/CN.4/1155/Add.5).

102. L'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale est garantie en Roumanie. A Singapour, le droit à un salaire égal pour un travail égal est un élément reconnu de la politique de l'emploi, et la discrimination n'existe pas. En Union soviétique, le droit à un traitement ou à un salaire est garanti par l'Etat. De plus, les gains mensuels de tous les travailleurs manuels et non-manuels ne doivent pas, en Union soviétique, être inférieurs au taux minimum fixé par l'Etat, et la discrimination en matière de rémunération est illégale (E/CN.4/1155/Add. 13, 6 et 15).

6. Droit au repos, aux loisirs, à la limitation raisonnable de la durée du travail et aux congés payés périodiques

103. L'OIT a donné beaucoup de détails sur les faits nouveaux survenus à l'échelon national en ce qui concerne la réalisation de ce droit (E/CN.4/1156/Add.1).

104. De nombreux pays ont signalé que leurs Constitutions contiennent des dispositions protégeant ce droit. En Bulgarie, au Costa Rica et dans la République arabe d'Egypte, la limitation de la durée du travail est prévue dans la Constitution. La Bulgarie a déclaré qu'il existait un vaste réseau de centres de repos bénéficiant de l'assistance de l'Etat et ouverts à tous les citoyens bulgares (E/CN.4/1155/Add.8, 1 et 10).

105. En Hongrie, le droit au repos et aux loisirs est garanti par la fixation par la voie législative des heures de travail, par des congés payés et par l'organisation des loisirs par l'Etat. L'Article 32 de la Constitution provisoire de l'Irak prévoit que l'Etat devra fournir les conditions nécessaires à la réalisation du droit aux loisirs. Le chapitre 5 de la loi sur la main-d'oeuvre de ce pays est consacré aux loisirs et aux congés. La Roumanie et la Yougoslavie ont déclaré également que ce droit est protégé dans leurs Constitutions, et qu'il

existe un réseau de centres de repos bénéficiant du soutien de l'Etat (E/CN.4/1155/Add.5, 10, 15 et 6).

106. En Afghanistan, un Amendement du 7 octobre 1971 à la loi de 1971 sur la main-d'oeuvre limite la durée du travail dans les entreprises industrielles, tandis qu'en Autriche, la loi du 11 décembre 1969 sur les horaires de travail, telle qu'elle a été modifiée par la loi fédérale du 16 juin 1971, contient des dispositions analogues. Dans ce pays, il convient également de mentionner la loi fédérale concernant l'emploi des enfants et des jeunes, qui pose les conditions de travail des jeunes. L'Autriche a également adopté en 1959 une loi sur les congés des travailleurs (E/CN.4/1158/Add.8 et 11).

107. En Egypte, à El Salvador, à la Jamaïque et au Koweït, la législation du travail protège aussi le droit au repos et limite les heures de travail. A El Salvador, cette protection est fournie par le Code du travail, tandis qu'à la Jamaïque la disposition pertinente est la loi sur les congés payés et les salaires minima, qui a été modifiée entre 1970 et 1973 (E/CN.4/1155/Add.10 et 2).

108. Saint Marin a déclaré avoir adopté le 9 juin 1969 la loi No. 30 limitant la durée du travail des employés de l'Etat, tandis que Singapour a signalé les dispositions pertinentes de sa loi sur l'emploi concernant le droit au repos et aux loisirs (E/CN.4/1155/Add.9 et 13).

109. A la Barbade, la durée du travail des ouvriers des ateliers est réglementée par l'Ordonnance de 1969. En Bulgarie, le décret No. 7 du Conseil des ministres du Comité central des syndicats bulgares, en date du 13 mars 1973, prévoit le raccourcissement des heures de travail et une semaine de travail de 5 jours. En Pologne, la durée du travail a été abrégée pour ceux qui travaillent dans des conditions difficiles ou dangereuses, et de nouvelles réglementations à ce sujet ont été publiées en Pologne dans le décret du 14 juillet 1973 (E/CN.4/1155/Add. 1, 8 et 13).

110. En Roumanie, une décision de 1972 du Conseil des ministres a fixé une journée de travail de moins de 8 heures pour certaines catégories professionnelles, tandis qu'en Syrie, un décret de 1970 prévoit aussi le droit aux congés et aux loisirs. Dans ce dernier pays, l'Article 58 de la législation du travail prévoit également ce droit. La République socialiste soviétique d'Ukraine accorde une attention considérable aux relations du travail dans le nouveau Code du travail du 1er juillet 1972, dont le but est de réglementer les relations de travail de tous les travailleurs manuels et non-manuels. Ce Code du travail garantit des gains proportionnels à la qualité et à la quantité du travail fourni, le droit aux loisirs et à des congés payés annuels, le droit à la formation et le droit de participer à la gestion de la production (E/CN.4/1155/Add.15, 10 et 1).

111. La République démocratique allemande a introduit le 1er juillet 1972 une semaine de travail de 40 heures pour les mères qui travaillent et qui ont plusieurs enfants. Dans ce pays, les syndicats offrent des installations de loisirs aux travailleurs (E/CN.4/1155/Add.14).

112. Dans son rapport, Israël décrit les mesures juridiques par lesquelles a été confirmé le droit du travailleur au repos et aux loisirs. Dans ce domaine, la RSS de Biélorussie a signalé l'existence de dispositions constitutionnelles qui protègent les droits des travailleurs au repos et aux loisirs. La RSS de Biélorussie a également signalé l'existence d'un vaste réseau de sanatoriums, de foyers de vacances et de clubs qui sont à la disposition des travailleurs et qui sont financés par l'Etat (E/CN.4/1155/Add.14 et 2).

113. En Union des Républiques socialistes soviétiques, tous les travailleurs ont le droit aux loisirs et repos, conformément à la loi. La semaine normale de travail ne doit pas dépasser 41 heures. En outre, la législation de l'URSS prévoit une durée du travail plus brève pour certaines professions (comme les enseignants, les médecins, les travailleurs âgés de 16 à 18 ans, les travailleurs employés à des postes où les conditions de travail constituent un risque pour leur santé, et d'autres catégories de travailleurs). En Union soviétique, les travailleurs ont droit à un congé annuel d'au moins 15 jours ouvrables, ce congé pouvant atteindre 48 jours ouvrables dans le cas de certains travailleurs (E/CN.4/1155/Add.5).

113 bis. En 1970, la Conférence internationale du travail a adopté la Convention sur les congés payés (E/CN.4/1156/Add.1).

7. Droit de former des syndicats et de s'affilier au syndicat de son choix

114. Dans son rapport, l'OIT a fourni des détails sur les faits nouveaux survenus à cet égard à l'échelon national. Un certain nombre de pays, par exemple, ont adopté pendant la période considérée de nouveaux Codes du travail qui ont éliminé certaines des limitations applicables aux syndicats (E/CN.4/1156/Add.1).

115. Un certain nombre de pays ont dans leurs Constitutions des dispositions protégeant expressément le droit de former des syndicats et de s'affilier au syndicat de son choix. Il convient notamment de citer les Constitutions de la RSS de Biélorussie, du Costa Rica, de l'Egypte, du Koweït, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et de la Yougoslavie. En outre, l'Egypte a signalé l'adoption de deux lois à ce sujet, à savoir la loi No. 58 de 1971 concernant le statut des fonctionnaires et la loi No. 61 de 1971 concernant le statut des travailleurs du secteur public (E/CN.4/1155/Add.2, 1, 10 et 6).

116. La Bulgarie a accordé un contrôle total sur la protection du travail aux syndicats bulgares par la loi de 1973 octroyant aux syndicats bulgares le contrôle sur la protection du travail et le décret No. 15 du Conseil des ministres et du Conseil central des syndicats bulgares visant à améliorer encore davantage la protection du travail. A El Salvador, le Code du travail prévoit le droit de s'associer librement afin de former des organisations professionnelles ou des syndicats (E/CN.4/1155 et Add. 8).

117. Dans la République démocratique allemande, le chapitre 5 du Code du travail prévoit le droit de s'unir dans des syndicats. Les syndicats, unis dans la Fédération des syndicats allemands libres, ont le droit de veiller aux intérêts des travailleurs en participant de façon intensive au contrôle de l'économie (E/CN.4/1155/Add.14).

118. En Irak, le chapitre 16 de la loi sur le travail concerne les syndicats et prévoit que chaque secteur de la main-d'oeuvre aura le droit d'établir un syndicat. La Jamaïque a signalé que la liberté de s'affilier à un syndicat est garantie par la Constitution et que les syndicats sont extrêmement actifs. A Singapour, le droit des travailleurs de former des syndicats et de s'affilier aux syndicats de leur choix est consacré dans la loi sur l'emploi et la loi sur les relations industrielles (E/CN.4/1155/Add.10. 2 et 13).

119. En Syrie, le décret No. 250 prévoit le droit de former des associations professionnelles et des syndicats dans tous les districts. La RSS d'Ukraine a signalé que son Code du travail du 1er juillet 1972 énonce le droit des travailleurs de former des syndicats et, par l'intermédiaire des syndicats, de participer à la gestion de la production. Dans ce domaine, le Ministère de la justice du Luxembourg a institué une Commission expressément chargée de préparer des textes de révision de la législation. Les Pays-Bas ont signalé qu'il n'existe dans le pays aucune restriction d'aucune sorte en ce qui concerne les syndicats, qui peuvent être constitués librement. La Pologne a déclaré que plus de 95 pour cent de tous les travailleurs polonais sont affiliés à un syndicat, bien qu'aucune loi nouvelle n'ait été adoptée à cet égard au cours de la période considérée. En Roumanie, les activités syndicales sont légales, et les syndicats peuvent se joindre à des unions syndicales internationales (E/CN.4/1155/Add.10, 1, 2, 13, 3 et 15).

120. L'OIT a signalé que, pendant la période considérée, le Comité de la liberté syndicale du Conseil d'administration avait continué à examiner les allégations relatives à des violations de la liberté syndicale. L'OIT a fourni des détails sur un certain nombre de ces allégations et sur les mesures prises pour enquêter à ce sujet. La Conférence internationale du travail a adopté en 1970 une résolution concernant les droits syndicaux et leurs rapports avec les libertés publiques, dans laquelle elle a reconnu que les droits des travailleurs et des employeurs doivent être fondés sur le respect des libertés publiques qui sont consacrées, en particulier dans la Déclaration

universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Deux nouveaux instruments internationaux concernant les droits syndicaux ont été adoptés au cours de la période considérée: la Convention de 1971 concernant les représentants des travailleurs et la Recommandation de 1970 concernant les représentants des travailleurs (E/CN.4/1156/Add.1).

8. Droit de grève

121. Costa Rica et El Salvador ont signalé l'existence dans leurs Constitutions de dispositions protégeant le droit de grève. A Costa Rica, la Constitution prévoit tant le droit de grève pour les travailleurs que le droit de "lock out" pour les employeurs. A El Salvador, le Code du travail garantit également le droit de grève (E/CN.4/1155 et Add. 1).

122. En Yougoslavie, il n'existe pas de règles ou de mesures concernant le droit de grève. Ce pays a signalé néanmoins que les travailleurs peuvent faire valoir leurs intérêts sans avoir recours à des grèves. A Fidji, la loi de 1973 concernant les différends du travail rationalise le droit de grève et n'exclut que certaines formes d'action (E/CN.4/1155 et Add. 6).

123. En Irak, à la Jamaïque, à Singapour et aux Pays-Bas aussi, il existe des mesures législatives protégeant le droit de grève. En Irak, les différends du travail relèvent directement de la juridiction de la Haute Cour du travail. A la Jamaïque, la disposition pertinente est la loi sur les syndicats, tandis qu'à Singapour c'est la loi sur les différends du travail. Les Pays-Bas ont signalé qu'en 1966 avait été déposé un projet de loi visant à élargir le droit de grève. Ce pays a également indiqué son intention de ratifier à brefs délais la Charte sociale européenne, qui reconnaît le droit à une telle action collective dans les différends du travail (E/CN.4/1155/Add.10, 2 et 13).

124. Au Dahomey, une Ordonnance du 19 juin 1969 énonce la réglementation applicable au droit de grève, tandis qu'en Israël ce droit est également confirmé par la législation. Israël a décrit dans son rapport un certain nombre de décisions judiciaires confirmant le droit de grève. En République fédérale d'Allemagne, le droit de grève des employés est également garanti; la loi sur les conflits du travail a été précisée à plusieurs occasions par la jurisprudence des tribunaux du travail, en particulier le Tribunal fédéral du travail. Le Koweït a signalé que tous les citoyens ont le droit d'exprimer leurs opinions dans les limites de la législation en vigueur. La Pologne a signalé que le droit de grève ne fait l'objet d'aucune mesure législative, bien que les grèves ne soient pas interdites par la loi. Ce pays a déclaré qu'il ne juge pas la grève comme un moyen nécessaire pour régler la distribution du revenu national. L'URSS a déclaré qu'en Union soviétique, la grève n'est pas interdite par la loi (E/CN.4/1155 et Add. 5, 3 et 6).

- B. Droit à la sécurité sociale, y compris aux assurances sociales en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte des moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de la volonté

125. Le droit à la sécurité sociale et à la protection des moyens de subsistance des citoyens est consacré dans les Constitutions d'un certain nombre des pays qui ont présenté des rapports. Une disposition constitutionnelle en Bulgarie, qui a fait l'objet de mesures législatives d'application, prévoit un plan d'assurances sociales pour tous les citoyens ainsi qu'une protection particulière pour les jeunes, les invalides et les vieillards. Dans la RSS de Biélorussie, un large plan d'assurances sociales prévoit que les ouvriers et les employés ont droit à une protection spéciale aux frais de l'Etat; ce système prévoit également la fourniture gratuite de services médicaux aux travailleurs. La Constitution de la RSS de Biélorussie contient un article prévoyant expressément le droit aux aliments des personnes âgées ainsi qu'en cas de maladie ou d'invalidité. Les Constitutions du Costa Rica et d'El Salvador contiennent des dispositions stipulant que la sécurité sociale est un service public obligatoire. De même, les Constitutions de la République arabe d'Egypte et de la Hongrie stipulent que l'Etat garantit à tous les citoyens des assurances sociales, des prestations médicales ainsi que des prestations d'invalidité, de chômage et de vieillesse (E/CN.4/1155/Add.8, 2, 1, 10 et 5).

126. L'Irak, le Koweït, la RSS d'Ukraine et la Yougoslavie ont déclaré que leurs Constitutions contiennent des dispositions en application desquelles ont été adoptées des lois garantissant à tous les citoyens des assurances sociales en cas de chômage, de maladie, de réduction de travail et de vieillesse. Les Constitutions de la RSS d'Ukraine et de la Yougoslavie prévoient que les travailleurs ont droit à des services médicaux gratuits (E/CN.4/1155/Add.10, 1 et 6).

127. L'Autriche a signalé que la législation existante a été modifiée afin de pouvoir verser des prestations plus larges, tant du point de vue financier que pour ce qui est de leur durée, à tous les secteurs de la population du pays. La Bulgarie et la Tchécoslovaquie ont déclaré avoir adopté de nouvelles mesures législatives en vue d'améliorer la situation de la sécurité sociale. En Bulgarie, un amendement au Code du travail et le décret concernant l'encouragement du taux de natalité prévoient que les prestations financières en cas d'incapacité temporaire doivent être accrues; que les mères qui doivent s'occuper de leurs enfants ont droit à des congés payés et que les mères chargées de famille et ayant des enfants de moins de deux ans ont droit à une protection particulière. La Tchécoslovaquie a signalé qu'au cours de la période considérée ont été adoptées deux lois, la loi No. 71/1970 et 106/1971 (Recueil des lois) qui prévoient une augmentation des prestations et des pensions de retraites pour les fermiers des coopératives, les fermiers établis à leur compte et les personnes ayant une profession indépendante (E/CN.4/1155/Add.11, 8 et 10).

128. La République démocratique allemande a signalé que son Code du Travail et le décret du 10 février 1971 prévoient une protection particulière en ce qui concerne les maladies ou les accidents du travail, les prestations de vieillesse, les pensions d'invalidité et les soins auxquels ont droit les invalides. La sécurité sociale est également garantie dans le cas du décès du chef de famille, grâce à un système unifié d'assurances sociales. Une attention particulière est également accordée au cas des femmes qui travaillent et qui ont des enfants (E/CN.4/1155/Add.14). En Israël, la loi de 1968 regroupant les dispositions concernant les assurances sociales a été profondément modifiée pour pouvoir, dans le cadre du plan d'assurances nationales fournir des prestations de chômage à tous les employés de 18 à 65 ans. En Israël, la loi concernant les indemnités auxquelles ont droit les travailleurs du secteur public fixe le montant du traitement, des pensions et des indemnités de retraite, des prestations de veuvage et des indemnités de licenciement (E/CN.4/1155).

129. A la Jamaïque, la loi de 1965 sur les assurances nationales a été modifiée en 1970 pour qu'elle englobe les prestations de chômage, d'accidents du travail, d'invalidité et de vieillesse (E/CN.4/1155/Add.2). Le Japon a signalé avoir adopté en 1969 le régime universel des pensions, qui prévoit que tous peuvent s'affilier à l'un ou l'autre des systèmes publics de pensions. Un certain nombre de réglementations ont également été adoptées au Japon au cours de la période considérée; ces réglementations prévoient un accroissement des pensions, la fourniture de services médicaux gratuits aux personnes de moins de 70 ans et le versement d'indemnités destinées à couvrir les frais de l'accouchement (E/CN.4/1155/Add.7).

130. En Irlande, la loi de 1970 sur la protection sociale a introduit des systèmes de prestations de retraites, d'invalidité et de décès. Au cours de la période considérée, l'Algérie, l'Australie, le Gabon, le Liechtenstein, Monaco, le Swaziland et la Suisse ont promulgué de nouvelles lois ou modifié la législation existante concernant les systèmes de sécurité sociale (Annuaire des droits de l'homme pour 1969 et 1971).

131. Les Pays-Bas ont signalé avoir ratifié en 1969 la Convention No.128 de l'OIT concernant les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants. Une nouvelle loi a été adoptée en 1970 qui prévoit le versement de prestations de décès aux survivants des travailleurs et, en 1973, la Convention générale concernant la sécurité sociale a été conclue entre les Pays-Bas et le Maroc. En janvier 1973 également, les Pays-Bas ont adopté une nouvelle loi prévoyant une assistance aux personnes persécutées pour des raisons de race, de croyance ou d'idéologie au cours de la période 1940-1945 au cours de laquelle ce pays était occupé par une puissance étrangère (E/CN.4/1155/Add.13).

132. La Roumanie a déclaré qu'au cours de la période considérée, il a été adopté un certain nombre de décrets sur la base de décisions du

Conseil des ministres concernant l'augmentation des prestations aux mères qui travaillent, aux retraités et aux titulaires de pensions d'invalides de guerre. En outre, la Roumanie a mis en place au cours de la période considérée un système spécial de pensions pour les membres des coopératives agricoles (E/CN.4/1155/Add.15). Saint Marin a signalé avoir adopté de nouvelles lois prévoyant l'augmentation des prestations auxquelles ont droit les employés et les travailleurs du secteur public, les exploitants agricoles, fermiers et métayers (E/CN.4/1155/Add.9).

133. La Barbade a adopté en 1969 la loi sur l'assistance publique prévoyant l'introduction d'un système national global d'assistances et de sécurité sociale. Par la suite ont été adoptés des règlements d'application de cette loi de 1969 prévoyant l'octroi d'une assistance particulière à certains groupes de la population comme les travailleurs victimes d'accidents du travail, le versement de prestations de maternité, l'octroi de prestations aux aveugles, aux sourds ou aux muets et l'augmentation des prestations de vieillesse et de l'assistance aux économiquement faibles (E/CN.4/1155/Add.1). Le Dahomey signale que deux décrets de 1969 et de 1970 ont permis d'augmenter le taux des allocations familiales et d'établir un nouveau système général de sécurité sociale (E/CN.4/1155).

134. Dans la République fédérale d'Allemagne, le droit à la sécurité sociale a reçu effet dans le cadre d'un système social d'ensemble qui accorde une protection à presque toute la population, sans égard à la nationalité, en cas de maladies, de maternité, d'accidents du travail, d'invalidité, de vieillesse et de décès. Une nouvelle loi du 10 août 1970 a fait passer 2,4 millions de fermiers indépendants dans le système d'assurances médicales. La loi du 16 octobre 1972 portant réforme à des pensions prévoit que les personnes ayant une profession indépendante et les femmes sans profession peuvent désormais participer aussi au régime des pensions. Par ailleurs, dans ce pays, l'assurance-accident réglementaire a été étendue à 12,6 millions d'enfants et de jeunes. Dans l'ensemble, la République fédérale d'Allemagne a signalé qu'au cours de la période considérée, les versements effectués au titre des pensions de retraites et des prestations de sécurité sociale ont été considérablement augmentées (E/CN.4/1155/Add.5).

135. La République arabe syrienne a déclaré que le décret No. 206/1969 prévoit l'octroi de services sociaux en cas de retraite et dans les circonstances découlant du service militaire. Les autres décrets adoptés en 1970, en 1971 et en 1972 prévoient que les employés de l'Etat ont droit aux mêmes prestations que les autres sur le marché du travail; ils prévoient également l'augmentation des allocations familiales et la création d'institutions chargées de la rééducation et de la formation des handicapés en vue de leur trouver un emploi approprié (E/CN.4/1155/Add.10). La Hongrie a adopté des décrets et des règlements sur la base des dispositions constitutionnelles qui prévoient l'augmentation des pensions et l'octroi d'indemnités spéciales aux travailleurs (E/CN.4/1155/Add.5). La Pologne a signalé qu'au cours de la période

1969-1973, la sécurité sociale a été étendue à de nouveaux groupes de population comme les pêcheurs et les marinières, les membres des coopératives agricoles et les personnes travaillant dans la presse et la distribution des livres. Le pourcentage estimatif de la population affiliée au régime obligatoire de sécurité sociale est passé de 78 pour cent en 1970 à 84 pour cent en 1973. Dans le domaine des services de santé publique, on estime que 0,4 pour cent seulement de la population doit couvrir elle-même les dépenses médicales (E/CN.4/1155/Add.3).

136 . Singapour a signalé que l'affiliation à un régime de sécurité sociale n'est pas obligatoire mais que le Département de la protection sociale aide les handicapés et les invalides à trouver un emploi approprié, et qu'il existe un Fonds central de prévoyance offrant une aide financière aux personnes incapables de travailler et ainsi qu'aux vieillards, pour lesquels il existe des établissements spéciaux (E/CN.4/1155/Add.13).

137. La RSS d'Ukraine a signalé avoir adopté au cours de la période considérée un certain nombre de mesures de portée générale, et ce pays a signalé que les pensions sont financées exclusivement par l'Etat et par les fonds des exploitations agricoles collectives. En 1973, les congés de maternité ont été étendus à toutes les travailleuses, quelle que soit leur ancienneté dans l'emploi, et le réseau des institutions de sécurité sociale de l'Etat et de foyers de retraite a été développé. Ces institutions sont ouvertes gratuitement à toutes les personnes qui sont dans l'incapacité de travailler et qui vivent avec leurs familles. Une attention particulière est accordée aux invalides qui peuvent entrer dans des foyers de retraite financés par le système de sécurité sociale de l'Etat (E/CN.4/1155/Add.1). L'Union des Républiques socialistes soviétiques a signalé avoir mis sur pied un système de sécurité sociale qui fait partie intégrante du Programme du Parti communiste et du Gouvernement soviétique et qui a pour but d'élever le niveau de vie de la population en général. En URSS, les pensions sont entièrement financées par l'Etat, et les travailleurs n'ont aucune contribution à verser au titre des prestations de retraite et d'assurance. Les membres des exploitations agricoles collectives reçoivent les mêmes pensions et les mêmes indemnités que les travailleurs et les employés. En Union soviétique, l'âge de la retraite est de 60 ans pour les hommes et de 55 ans pour les femmes. Au cours de la période considérée, l'Union soviétique a relevé de 50 pour cent le montant minimum des pensions des travailleurs manuels et non-manuels, et de 67 pour cent les pensions des travailleurs des exploitations agricoles collectives. En tout, il y a 43 millions de retraités en Union soviétique (E/CN.4/1155/Add.6).

138. L'OIT a signalé qu'au cours de la période considérée, elle a continué, sur la base de la Convention de 1962 sur l'égalité des traitements (sécurité sociale), de stimuler, avec la collaboration d'organisations régionales, la conclusion d'accords multilatéraux en vue de développer les systèmes de sécurité sociale. L'OIT a mentionné à cet égard le Règlement No. 1408/71 du Conseil des Communautés économiques européennes concernant les systèmes de sécurité sociale,

la Convention européenne de 1972 sur la sécurité sociale du Conseil de l'Europe, la Convention générale de la sécurité sociale des Organisations africaines, malgaches et mauritanienne de 1971 et la Convention de sécurité sociale de 1973 des pays membres du Groupe andin (E/CN.4/1156/Add.1).

c. Droit à un niveau de vie suffisant

1. Droit à une nourriture suffisante

139. Au Costa Rica, plusieurs dispositions constitutionnelles prévoient le droit à une nourriture suffisante, parmi d'autres droits concernant le logement, l'habillement, etc. Dans la République fédérale d'Allemagne, le droit à un niveau de vie suffisant est garanti principalement par une politique économique visant le plein emploi. Les personnes qui ne sont pas en mesure d'acquérir pour elles-mêmes et leurs familles un niveau de vie suffisant peuvent prétendre à divers versements de sécurité sociale et d'assistance sociale qui prévoient, entre autre, le droit à une nourriture suffisante. Sur ce point, le Dahomey a signalé une Ordonnance du 28 avril 1970 qui prévoit la subvention et la stabilisation des prix alimentaires. El Salvador a adopté des dispositions législatives concernant la nutrition des travailleurs des zones rurales (E/CN.4/1155 et Add.1 et 5).

140. La Pologne a adopté plusieurs nouvelles lois concernant ce droit. Il s'agit notamment d'un règlement du Ministre de la santé et de la protection sociale en date du 30 mars 1970, qui prévoit que les personnes souffrant de certaines maladies ne peuvent être employées à la production ou à la manutention des produits alimentaires, ainsi que d'un règlement du 17 septembre 1971 du Ministre de la santé et de la protection sociale concernant les normes sanitaires à observer dans le transport des produits alimentaires (E/CN.4/1155/Add.3).

141. Parmi les pays qui protègent le droit à une nourriture suffisante dans le contexte d'autres droits de l'homme, on trouve la Tchécoslovaquie, la République démocratique allemande et la République socialiste soviétique d'Ukraine. En Tchécoslovaquie, le droit à une nourriture suffisante est considéré comme intimement lié au droit au travail, et ce pays a signalé que le régime de sécurité sociale prévoit la protection de ce droit de l'homme. La République démocratique allemande a déclaré avoir donné effet à ce droit en améliorant et en élargissant constamment l'offre de produits alimentaires, comme prévue dans le plan. La RSS d'Ukraine protège le droit à une nourriture suffisante dans le contexte du niveau de vie d'ensemble. Ce pays a noté que le niveau de vie s'était considérablement élevé, notamment en ce qui concerne la fourniture de produits alimentaires en quantité suffisante ainsi que de services dans le domaine du logement, dans le domaine social et culturel et dans d'autres domaines essentiels. (E/CN.4/1155 et Add. 14 et 1).

2. Droit à un vêtement et à un logement suffisants

142. La République fédérale d'Allemagne a adopté un certain nombre de lois visant à garantir à tous les citoyens un vêtement et un logement suffisants. Ces mesures ont consisté notamment à subventionner le logement, à accorder des dégrèvements fiscaux pour la construction de logements, à protéger les locataires et à réglementer les loyers. Parmi ces mesures, il y a lieu de mentionner l'Ordonnance du 14 décembre 1970 relative aux loyers dans les bâtiments neufs, la loi visant à améliorer la législation relative aux loyers, la loi du 25 novembre 1971 visant à protéger les locataires contre l'éviction de leur logement, l'Amendement du 17 décembre 1971 à la loi sur les logements et l'Ordonnance du 16 août 1972 visant à modifier le Code industriel (E/CN.4/1155/Add.5).

143. L'Irak a adopté des lois prévoyant le droit à un vêtement et à un logement suffisants, et le Luxembourg a envisagé de réformer la législation existante concernant les allocations de logement. Aux Pays-Bas, la politique du logement a pour but de fournir à un loyer abordable un logement pour tous les citoyens. Une grande attention a été accordée au subventionnement des logements, et plus de 80 pour cent des habitations construites au cours de la période considérée ont été subventionnées par l'Etat. Un certain nombre de dispositions législatives ont également été adoptées en 1971 en vue d'introduire une structure des loyers équilibrés (E/CN.4/1155/Add.10, 2 et 13).

144. La Pologne a déclaré qu'il n'avait pas été nécessaire d'adopter des lois nouvelles pour protéger le droit à un vêtement suffisant. S'agissant du logement, cependant, des efforts considérables ont été déployés pour accélérer la construction de logements et relever les normes applicables. En 1972, la Pologne a adopté une loi contenant un programme à long terme d'expansion des logements. S'agissant du logement en Roumanie, la loi No. 4 de 1973 contient des dispositions générales, tandis que la décision No.800 de 1973 concerne la construction et la vente des habitations construites grâce à un financement de l'Etat. A la Barbade, une loi de 1973 a créé un Office national du logement ayant pour tâche d'acquérir et de gérer et de mettre en valeur des terrains ou des immeubles afin de réaliser l'objectif fixé par le gouvernement en ce qui concerne l'instauration et le maintien d'un niveau de vie adéquat (E/CN.4/1155/Add.3, 15 et 1).

145. La Bulgarie a adopté un certain nombre d'Ordonnances et de Règlements dans le domaine du logement. Il s'agit notamment de l'Ordonnance No. 261 du Bureau du Conseil des ministres en date du 3 juillet 1972, qui obligent les autorités de l'Etat à allouer 50 pour cent des nouveaux logements construits par l'Etat aux jeunes ménages et aux travailleurs qui participent directement à la production de biens matériels ; du Décret No. 26 du Conseil des ministres, en date du 2 novembre 1970, qui donne aux entreprises bulgares le droit de construire et de vendre à leurs travailleurs des appartements conformément à des arrangements d'installations spéciaux; et de l'Ordonnance

No. 385 du 24 juillet 1971, qui oblige les autorités municipales et régionales à accorder, en matière de logement, la priorité aux étudiants poursuivant des études de spécialisation et aux travailleurs scientifiques. La République populaire hongroise, ainsi que la RSS de Biélorussie ont signalé que la base du système économique était la propriété sociale des moyens de production. De ce fait, les dispositions constitutionnelles et administratives en vigueur dans ces deux pays prévoient le droit à un vêtement et à un logement suffisants. Il convient de mentionner à cet égard l'Article 11 de la Constitution bulgare et des décrets de 1971 qui prévoient la satisfaction des besoins de logements des citoyens hongrois. La Biélorussie a déclaré qu'entre 1971 et 1973, il a été construit 13 millions de mètres carrés de logements subventionnés par l'Etat, et que des sommes importantes ont été consacrées à l'amélioration du logement, des écoles et des établissements pour enfants (E/CN.4/1155/Add.8, 5 et 2).

146. Au Dahomey, le Discours programme du 30 novembre 1972 prévoit l'ajustement des allocations de logement pour les personnes y ayant droit. A El Salvador, le Gouvernement a continué ses efforts en vue de fournir un logement adéquat par l'intermédiaire de l'Institut du logement urbain et de la Société nationale de financement du logement. A El Salvador, un événement important a été la création du Fonds social du logement, qui a pour but de résoudre les problèmes de logement des travailleurs (E/CN.4/1155).

147. La République démocratique allemande a déclaré que chacun avait un vêtement suffisant et, pour ce qui est du logement, qu'une proportion toujours plus grande du revenu national y était consacrée. Conformément au plan quinquennal en cours, la situation du logement de plus de 375 000 citoyens de ce pays a été améliorée grâce à la construction et à la réfection d'appartements. Enfin, tant le Koweït que la Roumanie ont signalé que la situation du logement s'était considérablement améliorée grâce à la fourniture d'habitations à loyers modérés et à la construction de logements bénéficiant de subventions de l'Etat (E/CN.4/1155 et Add. 14 et 15).

3. Droit aux services sociaux nécessaires

148. Au cours de la période considérée, les mesures législatives adoptées concernant le droit aux services sociaux nécessaires sont notamment, en Autriche, les nouvelles lois sur l'assurance sociale des provinces fédérales, qui ont amélioré le système autrichien d'assistance publique, en Irak, la loi No. 26 de 1968 concernant l'assistance sociale et, au Dahomey, l'Ordonnance du 28 février 1970 qui définit les fonctions de l'Office social du Ministère de la Justice et des lois (E/CN.4/1155 et Add. 11).

149. En Pologne, on a adopté au cours de la période considérée, pour mieux protéger le droit aux services sociaux nécessaires, plusieurs mesures, et notamment une décision du Ministre de la santé et de la protection sociale, en date du 14 décembre 1971, concernant l'institution

d'un service provisoire de santé à l'intention des exploitants agricoles; une décision de ce même ministre, en date du 21 janvier 1972, concernant la fourniture de services de santé aux travailleurs intellectuels; une loi du 6 juillet 1972 augmentant le montant des prestations en cas de maladie, et une loi du 23 juin 1973 concernant la protection sociale et les fonds de logement. El Salvador a déclaré que tous les habitants du pays ont droit, en vertu de la loi, à recevoir les services sociaux fournis par l'Etat. Dans la République démocratique allemande, il y a lieu de relever en particulier la directive du huitième Congrès du Parti socialiste unifié allemand qui contient des dispositions concernant le développement de l'économie nationale pendant la période 1971-1975. Cette directive prévoit le développement des services sociaux existants, notamment en ce qui concerne le logement, les écoles et les garderies d'enfants (E/CN.4/1155 et Add.3 et 14).

4. Droit à une amélioration constante des conditions d'existence

150. Les Constitutions de l'Irak et de la Yougoslavie prévoient l'une et l'autre le droit à une amélioration constante des conditions d'existence. En particulier, les Articles 29 et 32 de la Constitution provisoire de la République d'Irak prévoient la protection de ce droit grâce à une distribution équitable des richesses nationales. Il y a lieu de mentionner aussi, dans ce pays, la loi de 1970 concernant le plan national de développement. La Yougoslavie a déclaré utiliser les fonds de consommation sociale pour améliorer les conditions d'existence (E/CN.4/1155/Add.10 et 6).

151. La Tchécoslovaquie a déclaré que l'amélioration des conditions d'existence se fait, entre autres choses, par l'octroi aux jeunes ménages de prêts subventionnés par l'Etat, conformément au règlement No. 14/1973 (Recueil des lois) du Présidium de l'Assemblée fédérale. En Egypte, la loi prévoit que les personnes ayant une infirmité du fait de la guerre ou de l'accomplissement de leur service national ont droit à une protection. L'Etat égyptien s'efforce de donner à tous les citoyens les conditions d'existence les plus favorables possible, dans les limites des possibilités économiques du pays. La République fédérale d'Allemagne a déclaré que les conditions d'existence avaient continué de s'améliorer, surtout du fait de la politique de protection des consommateurs suivie par le Gouvernement. Un Conseil des consommateurs avait été créé dans ce pays en mai 1972, et un certain nombre de règlements adoptés au cours de la période considérée pour protéger les consommateurs (E/CN.4/1155/Add.10 et 5).

152. Un nouveau système de subvention de l'Etat au développement communautaire est entré en vigueur aux Pays-Bas le 28 avril 1971, avec pour but principal d'assurer la participation des citoyens à la communauté. La Biélorussie a déclaré qu'au cours de la période considérée, les traitements et salaires des employés à revenu moyen ont été élevés, de même que le salaire minimum. Le Dahomey a signalé que le gel des salaires avait été en partie levé en novembre 1972, tandis qu'El Salvador et la République démocratique allemande ont signalé les efforts qu'ils déploient, ainsi que les succès enregistrés, en ce qui concerne

l'amélioration des conditions d'existence de leurs citoyens, ceux-ci étant réalisés dans le dernier pays aux moyens des plans quinquennaux (E/CN.4/1155 et Adds. 13, 2 et 14).

153. La Pologne a déclaré que son plan économique et social prévoit l'amélioration constante des conditions d'existence. En Roumanie, les fonds de consommation sociale ont augmenté de 58 pour cent au cours de la période considérée. Le barème des traitements minima a également été amélioré au cours de cette période. En Syrie, des syndicats ont été créés afin d'unir les travailleurs agricoles pour pouvoir élever le niveau de vie et les possibilités offertes dans le domaine économique, culturel et social et dans le domaine de la santé (E/CN.4/1155/Adds. 3, 15 et 10).

154. L'URSS a déclaré que les conditions d'existence du peuple soviétique s'améliorent constamment. Les salaires augmentent, aussi bien du fait de l'accroissement de la productivité du travail que par suite de l'adoption de mesures législatives qui prévoient des améliorations comme une élévation des salaires minima. En URSS, les fonds de consommation sociale jouent un rôle important dans l'amélioration des conditions d'existence. Ces fonds sont définis comme la partie du revenu national qui est allouée à la société sous forme d'avantages matériels et culturels gratuits. Au cours de la période considérée, les fonds de consommation sociale ont été utilisés en URSS pour développer et améliorer l'enseignement gratuit, fournir des services médicaux gratuits, pour verser des pensions de retraite, des pensions d'invalidité, des prestations de maternité et des bourses, ainsi que pour subventionner le réseau de centres de repos et de sanatoriums gratuits (E/CN.4/1155/Add.6).

5. Droit à la protection et à l'amélioration de l'environnement

155. La Yougoslavie a déclaré avoir fait figurer dans sa Constitution des dispositions fondées sur la Déclaration des Nations Unies sur l'environnement (E/CN.4/1155/Add.6).

156. Un certain nombre d'autres pays ont signalé l'existence ou l'adoption de lois visant à améliorer et à protéger l'environnement. Parmi ces pays, on peut citer l'Afghanistan, l'Autriche, la RSS de Biélorussie, la Tchécoslovaquie, la République fédérale d'Allemagne, l'Irak, la Roumanie et les Pays-Bas. Les lois pertinentes à cet égard comprennent, en Afghanistan, la loi du 4 mars 1971 réglementant les terres de pâture, en Autriche, la loi fédérale du 21 janvier 1972 portant création d'un Ministère fédéral de la santé et de l'environnement, dans la RSS de Biélorussie, le décret intitulé "accroissement des peines en cas de pollution des eaux et de l'air", adopté en 1970 par le Presidium du Soviet suprême, en Tchécoslovaquie, les arrêtés de 1972 et 1973 des Républiques soviétiques tchèques et slovaques

prévoyant la protection contre la pollution des forêts et des eaux, dans la République fédérale d'Allemagne, le programme écologique d'ensemble adopté en 1971, qui doit être appliqué par une modification appropriée de la Loi fondamentale, en Irak, les règlements concernant la protection des cours d'eau du domaine public et certaines dispositions de la loi pénale de 1968, qui envisage également divers types de pollution, en Roumanie, la loi No. 9 de 1973 prévoyant la protection générale de l'environnement, enfin une décision du Gouvernement néerlandais prévoyant une large participation des citoyens à la formulation de la politique de l'environnement (E/CN.4/1155/Add.8, 11, 2, 10, 5, 15 et 13).

157. La Pologne a mis au point au cours de la période considérée un programme d'ensemble pour la protection de l'environnement, et adopté les mesures ci-après: une décision du Conseil des ministres, en date du 9 juin 1970, prévoyant des peines financières en cas de pollution des eaux; une décision du Conseil des ministres en date du 9 juin 1970, concernant le niveau admissible de la pollution des eaux; enfin une décision du Ministre de la santé et de la protection sociale, en date du 14 juillet 1972, sur pollution par les pesticides. A Saint Marin, le décret No. 19 du 23 juin 1972 spécifie les substances nocives pour la qualité de l'eau potable, et interdit la création d'industries pouvant créer une pollution. Enfin, le Dahomey a relevé l'importance de sa participation à la Conférence internationale sur la pollution et l'environnement tenue en Suède, tandis qu'El Salvador a déclaré que tous les habitants du pays ont le droit à la protection et à l'amélioration de leur environnement (E/CN.4/1155 et Add. 3 et 9).

158. L'UNESCO a mentionné son intention d'aider l'Association internationale des sciences juridiques à organiser un colloque, qui devait se tenir à Mexico en 1974, sur les problèmes rencontrés par les pays en voie de développement en ce qui concerne l'adoption et l'application de lois sur l'environnement. Les recherches que l'UNESCO se propose d'entreprendre à l'avenir porteront également sur le droit de l'environnement dans trois régions du monde (E/CN.4/1156).

D. Droit à la jouissance du meilleur état de santé physique et mental possible

Mesures prises pour assurer:

1) La diminution de la mortalité infantile, ainsi que le développement sain de l'enfant

159. Le Costa Rica et le Koweït indiquent, à cet égard, l'existence de dispositions dans leurs constitutions respectives. Au Costa Rica, il existe également un Conseil national de l'enfance et, au Koweït, les services de santé offerts dans ce domaine sont gratuits. (E/CN.4/1155 et Add.1).

160. Dans le cas d'autres pays qui ont communiqué des renseignements, il n'existe pas nécessairement dans leurs constitutions des dispositions traitant de ce droit, mais de nombreuses dispositions législatives ont été promulguées dans le même but; c'est le cas de l'Autriche, de la Tchécoslovaquie, de la République fédérale d'Allemagne et du Dahomey. En Autriche, la loi pertinente est la loi de 1967 sur la compensation des charges de famille, modifiée en 1974. En Tchécoslovaquie, ce sont les arrêtés No 71/1973 et 72/1973 du Recueil des lois de la République socialiste slovaque. En République fédérale d'Allemagne, les dispositions pertinentes sont la loi du 21 décembre 1970 sur l'assurance-maladie ainsi que les autres dispositions réglementaires en matière de santé; selon les renseignements communiqués, celles-ci ont permis de réduire considérablement la mortalité infantile. Au Dahomey, un décret du 17 février 1971 portait création, dans le même but, d'un Comité national Raoul Follereau. (E/CN.4/1155 et Add. 11, 10 et 5).

161. En Pologne, de même, on indique que la mortalité infantile a considérablement diminué et les mesures suivantes ont été adoptées: une décision du Ministre de la santé et de la protection sociale, en date du 28 avril 1972, concernant les soins médicaux en faveur des enfants; une ordonnance en date du 7 janvier 1971 sur les soins dentaires. (E/CN.4/1155, Add. 3).

162. Selon les renseignements communiqués, la mortalité infantile en RSS de Biélorussie aurait été ramenée de 19 pour mille en 1969 à 17 pour mille en 1973. En République démocratique allemande, l'application de la loi sur la protection de la mère et de l'enfant, adoptée en 1960, s'est traduite, pendant la période considérée, par l'expansion constante d'un réseau de dispensaires de soins prénatals et postnatals. L'Irak indique avoir pris tout un ensemble de mesures et notamment avoir augmenté le nombre des centres d'hygiène à l'intention des adultes et des enfants; les Pays-Bas signalent une baisse du taux de mortalité infantile, qui est tombé pendant la période considérée à 12,7 pour mille naissances vivantes. La Roumanie indique avoir mis en place de nouveaux services médicaux dans ce domaine et avoir considérablement réduit le taux de la mortalité juvénile, qui est passé pendant la période considérée de 15 pour mille naissances vivantes en 1969 à 11 pour mille en 1972. (E/CN.4/1155, Add.2, 14, 10, 13 et 15).

163. A Singapour, le Service d'hygiène maternelle et infantile dispense des soins aux enfants par l'intermédiaire d'un réseau de dispensaires disséminés sur le territoire. Singapour signale que son taux de mortalité infantile est peu élevé; un service d'hygiène scolaire organise des examens médicaux à l'intention des enfants scolarisés. En RSS d'Ukraine, une nouvelle loi sur la santé, adoptée le 15 juillet 1971, a pour principal objectif de protéger, d'une façon générale, la vie et la santé de la population. Pour ce qui est de l'URSS, ce pays indique que son taux de mortalité infantile pour 1973 était onze fois inférieur à celui de la Russie d'avant la Révolution. L'Union soviétique indique également que les crédits ouverts au budget de l'Etat en 1973 au titre des services de santé publique atteignaient 10,2 milliards de roubles. (E/CN.4/1155, Add.13, 1 et 6).

164. De 1968 à 1972, le Département des sciences sociales de l'UNESCO a participé à un projet portant sur la réduction du taux de mortalité dans plusieurs villages de Haute-Volta. L'UNESCO considère ce projet comme un exemple des méthodes et stratégies nouvelles adoptées en vue de la mise en oeuvre de ce droit fondamental. (E/CN.4/1156).

2) L'amélioration de tous les aspects de l'hygiène du milieu et de l'hygiène industrielle

165. Au Costa Rica, les employeurs sont tenus, en vertu de l'article 66 de la Constitution, de prendre les mesures d'hygiène et de sécurité indispensables en faveur des travailleurs. En Yougoslavie, l'hygiène et la sécurité en matière d'emploi sont garanties par l'article 162 de la Constitution. (E/CN.4/1155, Add.1 et 6).

166. En Autriche, la loi relative à la protection des employés de 1972 a créé les conditions de base permettant d'améliorer l'hygiène industrielle. Le règlement du 30 avril 1973 concernant l'équipement des entreprises nécessaire pour assurer la protection de l'employé, facilite en outre la réalisation de ce droit. En Bulgarie, certaines normes d'ordre sanitaire ont été établies en 1971 dans le domaine de l'hygiène industrielle. Le Conseil des ministres a en outre adopté un arrêté pour la protection de l'environnement en 1973. Des décisions prises par le Conseil des ministres en 1973 ont amélioré, en Bulgarie, la protection sur les lieux du travail en ce qui concerne les mineurs, les travailleurs affectés à des équipes de nuit et ceux qui sont employés à la production de substances toxiques. Il convient de citer également pour la Bulgarie l'arrêté No 271 du Comité de la coordination économique, du 15 juillet 1969, qui fixe les règles à suivre en ce qui concerne l'environnement du travail. (E/CN.4/1155, Add.11 et 8).

167. En Tchécoslovaquie, les arrêtés Nos 59/1972 et 65/1972 du Recueil des lois ont énoncé de nouveaux principes à suivre en vue de protéger l'environnement du travail. (E/CN.4/1155/Add.10).

168. En République fédérale d'Allemagne, l'amélioration de l'hygiène du milieu joue un rôle prépondérant dans le programme adopté en 1971 par le Gouvernement en matière d'environnement. Des lois ont expressément été approuvées à cette fin pendant la période considérée et des recherches considérables ont été entreprises. (E/CN.4/1155, Add.5).

169. En Israël, en Roumanie et à Saint-Marin, des mesures législatives ont également été adoptées pendant la période considérée aux fins d'améliorer et de favoriser l'hygiène du milieu et l'hygiène industrielle. Il convient de citer, pour Israël, le décret-loi de 1970 sur la santé publique et, pour la Roumanie, la loi de juin 1973 visant

à prévenir la pollution des eaux, des terres et de l'atmosphère. A Saint-Marin, la loi No 42 de 1970 et le décret No 12 de 1966 traitent de la protection de la salubrité du lait. La loi No 8 de 1971 et la loi No 16 également de 1971 visent à lutter contre les maladies du bétail à Saint-Marin. (E/CN.4/1155 et Add.15 et 9).

170. A Singapour, le problème du contrôle de l'environnement est complexe en raison de la chaleur et de l'humidité du climat, qui favorisent la prolifération des insectes vecteurs. Singapour signale la création d'un Ministère de l'environnement, la mise à jour de la législation en matière de santé publique, l'adoption en 1968 de la loi sur l'environnement et la santé publique et l'institution de mesures visant à éliminer la pollution. L'URSS indique que les dispositions réglementaires en matière de protection de l'environnement font partie intégrante de la législation soviétique, et leur application fait l'objet d'un strict contrôle sous la responsabilité d'un service d'Etat spécialement chargé de cette tâche. En mai 1973, un nouveau règlement sur l'inspection sanitaire de l'Etat a été adopté (E/CN.4/1155, Add.13 et 6).

171. Pour ce qui est de l'hygiène industrielle, le Code du Travail d'El Salvador énonce les mesures qui doivent être adoptées et mises en oeuvre pour assurer la sécurité et satisfaire aux normes d'hygiène sur les lieux du travail. L'Irak signale la mise en oeuvre de ses dispositions réglementaires de 1967 et 1968 visant à lutter contre les maladies transmises par des vecteurs et à améliorer la surveillance des divers éléments pour éliminer la pollution. En Pologne, un verdict de la Cour Suprême en date du 20 février 1971 offre une protection contre le bruit. La Pologne appelle également l'attention sur son programme à long terme de santé publique et de protection sociale pour la période 1973-1990. (E/CN.4/1155 et Add.10 et 3).

172. Dans la République socialiste soviétique de Biélorussie, des mesures efficaces de lutte contre la pollution sont élaborées dans toutes les entreprises industrielles. Particulièrement intéressant, à cet égard, est le dispositif selon lequel, en Biélorussie, les mesures d'ordre médical et sanitaire sont insérées dans les conventions collectives conclues chaque année entre les syndicats et l'administration de

certaines entreprises. A Fidji, l'accent est mis sur l'approvisionnement en eau potable; à la Jamaïque, la sécurité, la santé et le bien-être des travailleurs relèvent de la division de l'inspection du travail du Ministère du travail et de l'emploi. (E/CN.4/1155 et Add.2).

3) La prophylaxie et le traitement des maladies épidémiques, endémiques, professionnelles et autres, ainsi que la lutte contre ces maladies

173. En ce qui concerne la prophylaxie et le traitement des maladies épidémiques, endémiques, professionnelles et autres, ainsi que la lutte contre ces maladies en République démocratique allemande, ce pays indique que les lois et mesures adoptées découlent des définitions de la santé données par l'Organisation mondiale de la santé, à savoir un état de bien-être complet sur les plans physique, mental et social. Les directeurs d'entreprises sont responsables de la protection sanitaire de leurs employés conformément au Code du Travail. (E/CN.4/1155, Add.14).

174. En République fédérale d'Allemagne, il existe, selon les renseignements communiqués, un système extrêmement développé de prophylaxie et de traitement des maladies épidémiques. Ce système se fonde sur la loi relative à la prophylaxie et au traitement des maladies transmissibles et sur d'autres lois analogues. La République fédérale d'Allemagne indique également que les règlements sanitaires internationaux sont appliqués dans le pays. (E/CN.4/1155, Add.5).

175. A Singapour, il convient de citer, parmi les lois adoptées pendant la période considérée, la loi de 1970 sur la quarantaine et la prophylaxie. En URSS, les droits du citoyen en matière de protection sanitaire sont énoncés dans la Constitution et les Principes fondamentaux de la législation du travail en URSS et dans les républiques fédérées. En outre, les Principes fondamentaux de la législation de l'URSS et des républiques fédérées en matière de protection de la santé ont été adoptés en décembre 1969. En URSS, chaque entreprise industrielle a sa section de la sécurité et de l'hygiène industrielle. Au Costa Rica, selon les renseignements reçus, le Ministère de la santé a adopté toutes les recommandations faites par l'Organisation mondiale de la santé à cet égard. (E/CN.4/1155, Add. 13, 6 et 1).

176. La Pologne, la Roumanie et le Japon signalent également l'adoption de mesures législatives visant à assurer la réalisation de ce droit fondamental. Parmi les lois pertinentes, il convient de citer, pour la Pologne, une décision du 1er décembre 1969 sur la déclaration des maladies professionnelles; pour la Roumanie, une décision de 1969 sur la lutte contre les maladies transmissibles; pour le Japon, la modification du régime d'assurances sociales, qui prévoit désormais le remboursement des frais médicaux en cas d'accident du travail. (E/CN.4/1155, Add.3, 15 et 7).

177. En Autriche, on indique que le Ministère fédéral de la santé et de l'environnement prépare une loi visant à empêcher, autant que possible, l'importation de maladies épidémiques de l'étranger. Il faut aussi citer la loi de 1972 sur la protection des employés, qui traite des activités professionnelles susceptibles de porter atteinte à la santé des travailleurs. Dans la République socialiste soviétique de Biélorussie, les renseignements indiquent que la législation et les dispositions réglementaires en matière de santé couvrent les multiples aspects de l'hygiène et de la sécurité du travail. En Irak, il convient de citer, parmi les dispositions pertinentes qui ont été adoptées, des programmes étendus de vaccination et des programmes de contrôle des vaccinations prescrits par la loi. En Roumanie, de nombreuses mesures prophylactiques ont été prises pour protéger la santé de la communauté à l'aide de mesures préventives, et les syndicats jouent un rôle important dans l'élaboration de programmes en matière de santé et d'hygiène professionnelle. Dans la République socialiste soviétique d'Ukraine, on indique qu'un succès considérable a été remporté dans la lutte contre diverses maladies. Dans son rapport, la RSS d'Ukraine fournit des statistiques concernant le nombre de médecins et d'établissements médicaux dont disposaient ses ressortissants pendant la période considérée. (E/CN.4/1155, Add.11, 2, 10, 15 et 1).

4) La création de conditions propres à assurer à tous des services médicaux et une aide médicale en cas de maladie

178. Dans un certain nombre de pays, la constitution contient des dispositions visant à la création de conditions propres à assurer à tous des soins médicaux. En Bulgarie, l'article 47 de la Constitution

contient de telles dispositions et, en Hongrie, ce droit est prévu à l'Article 57 de la Constitution. Dans les deux pays, les soins médicaux sont gratuits. En Irak, l'Article 33 de la Constitution intérieure prévoit également la gratuité des soins médicaux et un certain nombre de mesures législatives ont été adoptées dans ce contexte, comme la loi No 192 de 1973 sur les dispensaires populaires. (E/CN.4/1155, Add. 8, 5 et 10).

179. L'Article 120 de la Constitution de l'Union des républiques socialistes soviétiques prévoit le droit à une assistance pour les personnes âgées, de même qu'en cas de maladie ou d'invalidité. Ce droit est garanti par un large développement de la sécurité sociale, aux frais de l'Etat. En Yougoslavie, l'Article 186 de la Constitution stipule que chaque personne a droit à la protection de sa santé. Il existe à cette fin un régime général d'assurance-maladie à la charge des fonds sociaux. En Autriche, la population est également soumise à l'assurance sociale obligatoire, et en RSS de Biélorussie l'adoption, en 1970, de la loi sur la santé publique revêt à cet égard une importance particulière. (E/CN.4/1155/Add. 6, 11 et 2).

180. En Tchécoslovaquie, des mesures législatives garantissent à tous les citoyens des soins médicaux gratuits. Les dispositions législatives garantissant ce droit sont énoncées dans la loi No. 20/1966 (Recueil des lois). La République arabe d'Egypte indique à ce sujet que de nombreuses lois ont été promulguées en Egypte aux fins de protéger la santé de la population. En Israel, la loi sur la taxe corrélative de 1973 prescrit le versement, par les employeurs, de contributions aux régimes d'assurance-maladie des salariés, ces contributions étant corrélatives à la cotisation versée par les employeurs pour leur propre compte. En RSS d'Ukraine, une loi du 15 juillet 1971 stipule que tous les organismes, entreprises et institutions de l'Etat sont responsables de la protection de la santé de la population. Les soins médicaux en Ukraine sont gratuits et accessibles à tous par l'intermédiaire d'un vaste réseau d'hôpitaux, de dispensaires, etc. (R/CN.4/1155 et Add. 10 et 1).

181. A la Barbade, la loi de 1969 sur les services de santé contient des dispositions visant à assurer et protéger la santé de tous les habitants de la Barbade. Le Costa Rica indique que son ministère de la santé consacre tous ses efforts à la fourniture de services médicaux

à tous les citoyens de toutes les régions, même les plus éloignées. Au Dahomey, on signale que des efforts ont été entrepris pour assurer à tous des services médicaux et un contrôle médical. Il convient d'appeler l'attention, à cet égard, sur l'accord qui a été conclu entre le gouvernement de ce pays et l'Ordre militaire de Malte en vue de la création d'une léproserie à Djougou. A Fidji, les services médicaux sont accessibles à tous les citoyens, qu'ils soient ou non en mesure d'en assumer le coût. On met l'accent en particulier sur la fourniture de ces services dans les zones rurales. Dans la République démocratique allemande, on signale que tous les secteurs de l'économie assument une part de responsabilité dans l'exécution des tâches fondamentales que sont la protection de la santé et l'éducation sanitaire. (E/CN.4/1155 et Add. 1 et 14).

182. En Irak on signale l'adoption de mesures d'ensemble visant à faire en sorte que les services médicaux et les services de santé soient accessibles à tous les citoyens, aussi éloigné que soit leur domicile. Les soins médicaux dans les zones rurales ont fait l'objet d'une nationalisation et l'on indique que tous les citoyens sont soignés sur un pied d'égalité et de façon appropriée. Aux Pays-Bas, on indique que les unités médicales et le personnel médical sont également répartis sur l'ensemble du pays. En outre, l'accès aux services médicaux est garanti par un régime d'assurance-maladie qui englobe à présent plus de 70 p.cent de la population néerlandaise. En Pologne, la totalité des travailleurs ont droit aux soins médicaux gratuits et on signale que le service de santé de publique a été réorganisé pour que les services fournis soient plus accessibles. En Roumanie, en vertu de la législation en vigueur, les femmes enceintes et les enfants, jusqu'à 16 ans, ont droit à des services médicaux gratuits; à Singapour, on signale que les services médicaux sont aisément accessibles grâce à un vaste réseau de dispensaires qui couvre l'ensemble du territoire. (E/CN.4/1155, Add. 10, 13, 3 et 15).

E. Droit des familles, des mères et des enfants à une protection et à une assistance

1) Droit de la famille à une protection et à une assistance

183. En Bulgarie, au Costa Rica, en Egypte, en El Salvador, en Hongrie et en Irak, la Constitution contient des dispositions prévoyant le droit des familles à une protection et à une assistance. Dans le cas de la Hongrie, le décret No 27 du 8 février 1971 prévoit également le versement d'allocations familiales aux familles avec enfants ainsi qu'aux nouveaux mariés. En Irak, l'Article 11 de la Constitution intérimaire stipule expressément que la famille est le noyau de la société. (E/CN.4/1155 et Add.8, 1, 10 et 5).

184. En Roumanie, en URSS et en Yougoslavie, la Constitution contient également des dispositions visant à protéger la famille. L'URSS indique en outre qu'en Union soviétique les femmes jouissent sur un pied d'égalité de tous les droits accordés aux hommes dans tous les domaines des activités économiques, gouvernementales, culturelles, politiques et sociales. L'URSS fournit également dans son rapport des détails sur ses services sociaux visant à protéger les intérêts de la famille et, en particulier, les droits de la mère et de l'enfant. (E/CN.4/1155, Add.15 et 6).

185. En Afghanistan, une nouvelle loi sur le mariage en date du 8 août 1971 renforce davantage et protège les relations familiales dans le contexte de la loi islamique. (E/CN.4/1155, Add.8).

186. En Autriche, la loi fédérale du 30 octobre 1970 a amélioré, sur le plan matériel, la condition juridique de l'enfant illégitime. L'Article 6 de la loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne garantit la protection de l'Etat aux institutions du mariage et de la famille. La politique du Gouvernement fédéral touchant la famille donne la priorité à l'aspect éducatif de la vie familiale, à la fourniture de logements et à la création d'un environnement agréable. La République fédérale d'Allemagne signale l'adoption, le 19 août 1969, de la loi sur le statut juridique de l'enfant illégitime. La République fédérale fournit également des détails sur son régime d'allocations familiales, établi conformément à la loi fédérale sur les allocations familiales. (E/CN.4/1155/Add.11 et 5). Au Luxembourg, deux mesures

pertinentes ont été adoptées pendant la période considérée, à savoir la loi du 12 novembre 1971 sur la protection de la jeunesse et la loi du 12 décembre 1972 sur les droits et obligations des conjoints (E/CN.4/1155, Add.2).

187. Un certain nombre d'autres pays donnent des renseignements sur leurs régimes d'allocations familiales. Il convient de signaler à cet égard, dans le cas d'Israël, la loi sur l'assurance nationale de 1968. Au Japon, la loi sur les allocations familiales est entrée en vigueur le 1er janvier 1972. Au Koweït, on peut citer, entre autres dispositions pertinentes, la loi de 1962 sur l'assistance publique, modifiée en 1968 et 1971. (E/CN.4/1155 et Add. 7).

188. La République démocratique allemande indique que la politique familiale est un élément important de la politique de l'Etat. Les dispositions prises dans ce domaine s'inspirent du programme socio-politique adopté par le Gouvernement. Un certain nombre de décrets prévoient également le versement d'allocations par l'Etat aux familles et aux enfants. Aux Pays-Bas, le décret du 21 novembre 1972 sur l'emploi des jeunes gens interdit d'employer des jeunes gens à des travaux qui pourraient avoir des effets néfastes sur leur santé ou leur moral. Aux Pays-Bas, le droit des familles à recevoir une aide et des soins spéciaux est également garanti par le versement de subventions aux organismes d'aide sociale à la famille. (E/CN.4/1155, Add. 14 et 13).

189. Il n'existe pas de régime d'assurance et de sécurité sociales à Fidji, mais le Fidji National Provident Fund a été créé en 1966. Le programme d'aide familiale (Family Assistance Scheme) de Fidji prévoit également le versement de prestations familiales qui viennent s'ajouter à la prestation versée par le Fidji National Provident Fund. A Singapour, la loi régissant l'institution du mariage est codifiée dans la Charte de la femme. Enfin, en RSS d'Ukraine, un certain nombre de mesures ont été prises pour assurer le droit de la famille à une protection et à une assistance. On peut notamment citer des dispositions d'une portée étendue concernant le congé de maternité et le contrôle médical gratuit des mères et des enfants. (E/CN.4/1155 et Add. 13 et 1).

2) Droit des mères à des soins spéciaux et à une assistance spéciale, y compris à des services de garde des enfants propres à permettre aux femmes de poursuivre leur carrière

190. La Bulgarie, le Costa Rica, la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie indiquent qu'il existe, dans leurs constitutions respectives, des dispositions garantissant expressément la protection de ce droit. Dans le cas de la Tchécoslovaquie, on signale que l'Etat a pris des mesures spéciales concernant les soins aux mères, tout en encourageant la pleine participation des femmes à la vie de la société. Des dispositions analogues sont indiquées pour la Hongrie. (E/CN.4/1155, Add.8, 1, 10, 5 et 6).

191. En République démocratique allemande, la loi sur la protection de la mère et de l'enfant et les droits de la femme assure la réalisation de ce droit fondamental. En Israël, la loi de 1972 sur la pension alimentaire (garantie de paiement) stipule que quiconque a obtenu un jugement ordonnant le versement d'une pension alimentaire à son profit et au profit de ses enfants peut réclamer à l'Institut national d'assurance le versement mensuel de la somme prévue. En 1972, des dispositions ont été prises en Pologne pour prolonger le congé de maternité rémunéré (loi du 6 juillet 1972) et en Roumanie, conformément au Code du travail, les mères qui travaillent sont autorisées à prendre un congé spécial sans perdre leur salaire pour s'occuper de leurs enfants lorsqu'ils sont malades. (E/CN.4/1155 et Add.14, 3 et 15).

192. En Bulgarie, un amendement au Code du travail (No 53/1973) a élargi les droits de la mère en prévoyant, pour les femmes qui ont des enfants en bas âge, le versement de prestations par l'intermédiaire du régime d'assurance sociale de l'Etat. En Roumanie, le décret No 411 de 1972 porte sur l'assistance aux mères dans le cas des familles nombreuses. En Syrie, le décret No 121 de 1967 portait création de l'Union générale des femmes, qui s'occupe de la création de centres de puériculture, de l'organisation de programmes d'alphabétisation et de la formation professionnelle. La RSS d'Ukraine mentionne également un certain nombre de décisions visant à améliorer l'éducation publique dans le contexte du droit des mères à des soins spéciaux et à une assistance spéciale.

193. La RSS de Biélorussiefournit des détails sur son vaste réseau de centres de consultation destinés aux femmes, de maternités, de sanatoriums et de jardins d'enfants. En RSSde Biélorussie, le congé de maternité est garanti par le versement d'une allocation d'assurance sociale. Les mères qui allaitent peuvent également obtenir un congé pour s'occuper de leurs enfants. (E/CN.4/1155, Add. 8, 15, 10,1 et 2).

194. En El Salvador, l'Etat fournit des services et des soinsaux mères sous la forme de centres pour la garde des enfants. A Fidji, le gouvernement n'a rien prévu en matière de services de garde des enfants pour permettre aux femmes de poursuivre leur carrière, mais la fonction publique accorde de généreux congés de maternité à ses employées. La République fédérale d'Allemagne signale des mesures en vertu desquelles les femmes travaillant à mi-temps reçoivent des allocations et une assistance. Le projet "garde à la journée" entrepris à titre expérimental par le Gouvernement fédéral a pour but d'améliorer la situation actuelle en ce qui concerne la garde des enfants en bas âge. En Roumanie, des dispositions ont été prises pour permettre aux femmes de poursuivre leur carrière tout en élevant et éduquant leurs enfants. A Singapour, le Ministère de la protection sociale encourage les femmes mariées à travailler en fournissant des services pour la garde des enfants. En Union soviétique, enfin, chaque future mère a droit à un congé de maternité payé en sus de son congé annuel payé, les crédits nécessaires à cette fin étant prélevés sur les fonds d'assurance sociale. L'URSS donne également des renseignements sur son réseau de centres de consultation pour les femmes et les enfants et de maternités. (E/CN.4/1155 et Add. 5, 15, 13 et 6).

3) Droit des enfants et des adolescents à des soins spéciaux et à une assistance

195. En Bulgarie, en Egypte, en El Salvador, en Hongrie et en Yougoslavie, la Constitution contient des dispositions visant à protéger la jeunesse et à assurer le droit des enfants et des adolescents à des soins spéciaux et à une assistance. En Egypte, un ministère de la jeunesse a également été établi à cette fin. La Yougoslavie indique que, aux termes de sa Constitution, les enfants nés hors du mariage jouissent des mêmes droits que les enfants nés dans le mariage. La Hongrie signale l'adoption en 1971 d'une loi sur la jeunesse. (E/CN.4/1155 et Add. 8, 10, 5 et 6).

196. A Fidji, la loi sur la jeunesse (Juveniles Act) de 1973 prévoit la fourniture de soins et de conseils aux jeunes qui comparaissent en justice pour la première fois. Le Gouvernement indique également avoir pris des mesures spéciales pour aider les victimes de catastrophes naturelles telles que tornades et cyclones. En Israël, la loi relative à l'ordonnance portant code pénal de 1971 érige en infraction le fait, pour quiconque, d'offrir ou de donner à qui que ce soit une compensation en échange du droit d'obtenir la garde d'un enfant mineur de 14 ans. En Pologne, une loi en date du 12 avril 1973 définit la tâche de l'Etat et de la Nation dans l'éducation de la jeunesse. (E/CN.4/1155 et Add.3).

197. A Singapour, la loi de 1971 sur l'adoption des enfants prévoit la délivrance de certificats de naissance normaux pour les enfants adoptés. Il existe également un système d'accueil pour les enfants abandonnés ou dont les parents ne s'occupent pas. Au Venezuela, la loi sur l'adoption du 21 juin 1972 contient des dispositions détaillées concernant les problèmes de l'adoption. A la Barbade, une loi de 1969 (Child Care Board Act) prévoit, entre autres dispositions, l'immatriculation des établissements bénévoles de soins aux enfants. En République démocratique allemande, la protection des adolescents est assurée grâce à un certain nombre de mesures juridiques telles que l'ordonnance sur le contrôle médical permanent des enfants et des adolescents, de février 1954. En Roumanie a été adoptée la loi No 3 de 1970 en vue d'assurer la protection de certains groupes de mineurs, tandis que le décret No 545 de 1970 porte sur les délinquants mineurs. En République arabe syrienne, le décret No 107 de 1970 porte sur la question des enfants nés hors mariage. (E/CN.4/1155, Add.13, 6, 1, 14, 15 et 10).

198. La RSS de Biélorussie mentionne son vaste programme de soins aux enfants et aux adolescents : crèches, écoles, camps de pionniers et autres établissements pour enfants. En République fédérale d'Allemagne, une commission d'experts a été créée le 10 juillet 1970 pour élaborer les principes de base d'une réforme de la loi actuelle sur l'assistance aux jeunes. En vertu de cette loi, tous les jeunes pourront à l'avenir revendiquer un droit à l'éducation justifiable devant les tribunaux.

En RSS d'Ukraine, l'Etat a assumé une large part de responsabilité en ce qui concerne la santé et l'éducation de la jeune génération. La RSS d'Ukraine fournit des statistiques concernant le nombre de ses jardins d'enfants et de ses établissements de soins aux enfants. En URSS, selon les renseignements fournis, il existe un vaste réseau de services médicaux visant à protéger les enfants. Les laissez-passer permettant aux enfants d'aller dans des maisons de repos sont également gratuits en Union soviétique et chaque été, indique-t-on, des millions d'enfants soviétiques vont dans des camps de plein air ou des maisons pour enfants. (E/CN.4/1155, Add. 2, 5, 1 et 6).

199. Pendant la seule année 1969, des mesures juridiques concernant la protection des adolescents ont été adoptées en Algérie, à la Barbade, au Gabon, en Hongrie, au Luxembourg, en Norvège, en Nouvelle-Zélande, en République centrafricaine et au Royaume-Uni. (Annuaire des droits de l'homme, 1969).

200. A sa 58ème session, tenue en 1973, la Conférence internationale du travail a adopté deux nouveaux instruments sur l'âge minimum d'admission à l'emploi: une convention (No 138) et une recommandation (No 146). La convention et la recommandation contiennent des dispositions se rapportant à la protection de la santé, de la sécurité et du développement des adolescents. (E/CN.4/1156/Add.1).

4) Droit des parents de déterminer librement et en toute responsabilité le nombre de leurs enfants et l'espacement des naissances

201. En Yougoslavie, l'Article 191 de la Constitution stipule que tout parent a le droit de déterminer librement le nombre de ses enfants et l'espacement des naissances. Le Costa Rica indique qu'il n'a adopté aucune mesure législative concernant ce droit, mais que la question fait actuellement l'objet d'un libre débat dans le pays. La législation égyptienne, selon les renseignements communiqués, n'impose aucune restriction quant à la liberté des parents d'avoir des enfants et de pratiquer la planification familiale; toutefois l'Etat fournit des services de consultation à cet égard par l'intermédiaire d'un organisme spécial. En République démocratique allemande, le Code de la famille impose aux autorités de l'Etat l'obligation de créer des centres matrimoniaux et familiaux de caractère consultatif. (E/CN.4/1155, Add. 6, 10 et 14).

202. En Biélorussie, la femme a le droit, pour protéger sa santé, de décider elle-même si elle souhaite ou non avoir des enfants. En El Salvador, les parents ont le droit de déterminer librement le nombre de leurs enfants et l'espacement des naissances; en République fédérale d'Allemagne, la liberté de choix des parents à cet égard est de même garantie. En outre, le Gouvernement fédéral a établi un programme visant à aider les responsables des services consultatifs. En Pologne, un rôle important est accordé, pour ce qui est de la protection de ce droit, à des organisations publiques comme la Société pour la planification familiale. En outre, l'Etat accorde une attention particulière aux familles nombreuses. (E/CN.4/1155 et Add. 2, 5 et 3).

203. A Singapour, le contrôle de l'accroissement démographique est considéré comme une question d'importance vitale et on dissuade donc les parents d'avoir beaucoup d'enfants. En URSS, les parents déterminent eux-même le nombre de leurs enfants et, pour protéger sa santé, la femme a le droit de décider si elle souhaite ou non avoir des enfants. (E/CN.4/1155, Add. 13 et 6).

F. Droit à l'éducation

1) Droit à l'enseignement primaire gratuit

204. L'UNESCO indique que la deuxième consultation des Etats Membres sur l'application de la Convention et de la Recommandation concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement s'est déroulée en 1971 et 1972. Selon l'UNESCO, 32 des 41 Etats Membres qui ont communiqué leur rapport dans les délais requis ont déjà adopté une législation prévoyant que l'enseignement primaire est obligatoire et gratuit (E/CN.4/1156).

205. Le droit à l'enseignement primaire gratuit est garanti par la Constitution des Etats suivants : Bulgarie, Costa Rica, Egypte, El Salvador, Hongrie, Irak, Japon, Koweït, République socialiste soviétique d'Ukraine, Tchécoslovaquie et Union des Républiques socialistes soviétiques. En El Salvador, c'est la Loi-cadre qui donne effet à ce principe constitutionnel, tandis qu'en Irak, la Constitution provisoire prévoit également des programmes visant à combattre l'analphabétisme. Au Japon, les autorités locales versent des subventions pour l'éducation des enfants handicapés ou nécessiteux. En Hongrie, la Loi No 6 de 1969 définit également quelles sont les obligations qui incombent aux écoles et aux autorités en vue de donner effet au droit à l'enseignement primaire gratuit (E/CN.4/1155 et Add. 8, 1, 10, 5, 7 et 6).

206. En Yougoslavie, l'enseignement primaire est également obligatoire et gratuit. En République démocratique allemande, la Loi de 1965 sur le système socialiste intégré d'enseignement donne également effet au droit à l'enseignement primaire gratuit, tandis qu'en Israël, la loi de 1969 sur l'enseignement obligatoire (amendement No 5) prévoit que l'enseignement est gratuit et obligatoire pour tous les enfants âgés de 5 à 15 ans (E/CN.4/1155 et Add. 6 et 14).

207. Aux Pays-Bas, un décret ministériel en date du 30 décembre 1970 instaure un régime de subventions au bénéfice de certaines catégories d'enfants, et la Biélorussie indique qu'elle a institué un régime semblable. Au Dahomey, la Déclaration gouvernementale du 30 novembre 1972 tend à apporter une solution satisfaisante au problème de la rémunération des enseignants qui exercent dans les écoles primaires privées. A Fidji, l'enseignement primaire est gratuit pour certaines catégories d'enfants, et en République fédérale d'Allemagne, le droit à l'enseignement primaire gratuit est depuis longtemps garanti par la législation des divers Länder (E/CN.4/1155 et Add. 13, 2 et 5).

208. A Madagascar, faute des moyens financiers nécessaires, il n'est pas possible d'assurer la gratuité de l'enseignement primaire. L'Etat accorde cependant des subventions à des établissements d'enseignement privés. Selon

les renseignements fournis par la Roumanie et Singapour, l'enseignement primaire dans ces deux pays est obligatoire et gratuit; l'URSS indique pour sa part que son réseau d'établissements préscolaires gratuits fonctionnant en permanence peut accueillir 10 millions d'enfants (E/CN.4/1155/Add. 12, 15, 13 et 6).

2) Droit à l'égalité d'accès à l'enseignement supérieur, y compris l'enseignement technique et professionnel, sur la base des aptitudes ou du mérite

209. L'UNESCO indique que lors de la deuxième consultation périodique des Etats Membres, ces derniers ont été priés de fournir des renseignements sur les mesures prises pour rendre l'enseignement supérieur accessible à tous sur la base du mérite individuel. L'UNESCO fournit une analyse complète des réponses qu'elle a reçues à cet égard. Elle fait par exemple une distinction entre les pays qui indiquent que l'enseignement supérieur est accessible à tous sur l'ensemble de leur territoire et ceux qui indiquent qu'il n'est accessible à tous que dans certaines parties de leur territoire (E/CN.4/1156).

210. En Bulgarie, au Costa Rica et en Yougoslavie, le droit à l'égalité d'accès à l'enseignement supérieur est garanti par la Constitution. Il est indiqué qu'en Bulgarie, il existe un système de bourses et de prêts d'honneur pour les étudiants particulièrement brillants (E/CN.4/1155/Add. 8, 1 et 6).

211. En Tchécoslovaquie, le principe de la gratuité vaut non seulement pour l'enseignement primaire, mais aussi pour l'enseignement secondaire et supérieur [décret No 186/1960 (Recueil des textes législatifs) et décret No 69/1958 (Recueil des textes législatifs)]. En Finlande, le principal texte législatif adopté à cet égard est la Loi sur l'aide aux étudiants, promulguée le 14 décembre 1972. Il convient également de signaler la Loi sur les conseils scolaires (établissements secondaires), promulguée le 10 décembre 1971, et le décret d'application de cette loi, en date du 5 mai 1972. Pour la République fédérale d'Allemagne, il convient de mentionner la Loi sur l'enseignement professionnel, adoptée le 14 août 1969 et, pour Israël, la Loi de 1953 sur le travail des adolescents, modifiée en 1972, qui prévoit des stages d'études obligatoires pour les adolescents de 15 à 18 ans exerçant un emploi. (E/CN.4/1155 et Add. 10, 13 et 5).

212. Au Venezuela, la Loi de 1970 sur les universités comporte des dispositions extrêmement hardies visant à résoudre les problèmes de l'enseignement supérieur et de l'accès à l'université. En Pologne, l'enseignement supérieur est gratuit,

et aux termes d'une décision prise par le Conseil des ministres le 23 mars 1973, les personnes désirant poursuivre des études peuvent obtenir un congé spécial. En Roumanie, la formation des adultes et l'aide aux ressortissants roumains poursuivant des études à l'étranger ont fait l'objet de la décision No 196 adoptée par le Conseil des ministres en 1970. Le Gouvernement de l'Union soviétique signale qu'il a pris des décisions semblables (Mesures visant à poursuivre l'amélioration de l'enseignement supérieur et dernière phase du plan visant à assurer l'universalité de l'enseignement secondaire. L'URSS signale également l'adoption, durant la période considérée, de la Loi-cadre sur l'enseignement public en URSS et dans les Républiques de l'Union (E/CN.4/1155/Add. 6, 3 et 15).

213. En ce qui concerne le Japon, il est indiqué que les établissements d'enseignement supérieur connaissent un essor considérable; aux Pays-Bas, des mesures législatives promulguées le 30 décembre 1970 prévoient que le fonctionnement des universités et autres établissements d'enseignement supérieur privés sera subventionné à 100 p. 100. La Loi du 6 mai 1971 prévoit en outre que l'éducation permanente sera assurée dans certains cas, après la période de scolarité obligatoire. Selon les renseignements fournis par la RSS de Biélorussie, l'accès à l'enseignement supérieur se fait dans ce pays sur la base du mérite; la République arabe d'Egypte, El Salvador et Fidji ont fourni des réponses semblables. En République démocratique allemande, les études à plein temps dans les universités, les établissements supérieurs du premier cycle et les écoles techniques sont gratuites, et l'accès à ces divers types d'enseignement est uniquement fonction du mérite de chacun. L'accès à l'enseignement supérieur se fait également sur la base du mérite à Madagascar, en Roumanie et à Singapour (E/CN.4/1155 et Add. 7, 13, 2, 10, 14, 12 et 15).

3) Droit des parents de choisir le type d'enseignement qui sera dispensé à leurs enfants

214. L'UNESCO indique que dans le cadre de la deuxième consultation sur l'application de la Convention et de la Recommandation concernant la discrimination dans le domaine de l'enseignement, elle a posé à ses Etats membres une question sur les écoles privées. Elle a reçu des réponses détaillées indiquant le mode de création de ces établissements, leur statut juridique et les conditions d'admission qu'ils imposent (E/CN.4/1156).

215. Au Costa Rica et en République fédérale d'Allemagne, la Constitution garantit expressément ce droit. Au Costa Rica, la Constitution prévoit en outre que tous les établissements d'enseignement privé doivent être inspectés par l'Etat. En République fédérale d'Allemagne, durant la période considérée, la Cour constitutionnelle fédérale a confirmé le droit des parents de choisir librement entre les différents systèmes d'enseignement offerts par l'Etat. (E/CN.4/1155/Add.1 et 5).

216. En Tchécoslovaquie, la Loi sur la famille comporte des dispositions garantissant le principe selon lequel la responsabilité de l'éducation incombe solidairement et conjointement aux parents, à l'Etat et aux organismes publics. Le Code civil d'El Salvador stipule que les parents ont le droit de choisir la profession qu'exerceront plus tard leurs enfants et de leur donner l'éducation qu'ils jugent appropriée. En République arabe d'Egypte et à Fidji, les parents peuvent également exercer en toute liberté leur droit à choisir le type d'éducation que recevront leurs enfants (E/CN.4/1144 et Add. 10).

217. En Finlande, les parents ont le droit de choisir le type d'enseignement qui sera dispensé à leurs enfants et, dans le cadre du nouveau système intégré d'enseignement, les parents ont maintenant le droit d'orienter leurs enfants vers des cycles d'enseignement plus ou moins longs. En Israël, la Loi de 1969 sur l'enseignement obligatoire (amendement No 5) garantit le droit des parents à choisir entre l'enseignement d'Etat laïc et l'enseignement d'Etat confessionnel. Le Gouvernement israélien signale en outre une importante décision des tribunaux intervenue durant la période envisagée en ce qui concerne le transfert des enfants d'une école à une autre. Saisi par des parents qui s'opposaient au transfert de leur enfant d'une école à une autre, un tribunal a en effet confirmé la décision de l'administration et, dans les attendus de son jugement, il a clairement énoncé le principe selon lequel l'intérêt privé doit être concilié autant que possible avec le bien public (E/CN.4/1155 et Add. 13).

218. Selon les réponses reçues, le droit au libre choix est également effectivement garanti au Koweït, en République malgache, en Roumanie et en Yougoslavie. En Roumanie, la loi confère aux parents le droit de choisir comme bon leur semble la profession qu'exerceront plus tard leurs enfants et le type d'enseignement qu'ils recevront, et en Yougoslavie, les parents ont le droit et le devoir de pourvoir aux besoins matériels de leurs enfants et d'assurer leur éducation (E/CN.4/1155 et Add. 12, 15 et 6).

G. Droit de participer librement à la vie culturelle

1) Droit de participer à la vie culturelle et de bénéficier du progrès scientifique et de ses applications

219. L'UNESCO donne un compte rendu détaillé des diverses activités poursuivies durant la période envisagée en ce qui concerne le droit de participer à la vie culturelle et de bénéficier du progrès scientifique et de ses applications. Elle signale que la Conférence intergouvernementale sur les aspects institutionnels, administratifs et financiers des politiques culturelles (Venise, août 1970) a affirmé que si tout homme a le droit, comme exigence de son essentielle dignité, de participer à l'héritage et à l'activité culturels de la communauté, il s'ensuit que les autorités ont le devoir de lui fournir les moyens de cette participation. La Conférence a recommandé à l'UNESCO de rechercher les moyens d'aider les Etats membres à assurer la protection des cultures indigènes contre les influences extérieures nuisibles, et de favoriser les travaux permettant de formuler des stratégies d'action culturelle répondant aux besoins des individus et des nations. Depuis 1971-1972, le programme de l'UNESCO concernant le développement culturel est fondé sur les recommandations de cette conférence et, depuis 1973, sur celles de la Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles en Europe (Helsinki, juin 1972) (E/CN.4/1156).

220. La Bulgarie, le Costa Rica, la Hongrie, l'Irak, le Koweït, la République fédérale d'Allemagne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie indiquent que le principe d'une large diffusion parmi tous les citoyens des fruits de la culture et de la science est inscrit dans leur Constitution (E/CN.4/1155 et Add. 8, 1, 10, 5, 15 et 6).

221. Les autres pays ayant répondu au questionnaire ont adopté diverses mesures pour assurer la réalisation du droit à participer à la vie culturelle. Au Venezuela, par exemple, la loi portant approbation du Pacte Andres Bello relatif à l'intégration des pays de la région andine dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture a été promulguée en mai 1970. Ce pacte, auquel ont adhéré par la suite la Bolivie, le Chili, la Colombie, l'Equateur et le Pérou vise à l'intégration culturelle et au développement harmonieux de l'ensemble de la région andine.

222. En Pologne, dans une décision en date du 25 novembre 1972, le Ministre de la culture et des arts a défini certaines activités pouvant être qualifiées de créatrices, et en vertu d'une décision du Conseil des ministres en date du 9 septembre 1972, il est possible d'obtenir un congé aux fins d'entreprendre des activités créatrices. En Roumanie, une décision prise en 1970 par le Conseil des ministres régleme le développement de la science et de la culture de manière qu'il se fasse sur une base démocratique très large. Il existe également en Roumanie un Conseil de la culture et de l'éducation socialistes, créé en 1971 par voie de décret. En Syrie, le décret No 103 de 1969 a institué des organismes chargés de diffuser parmi les populations rurales la culture aussi bien que des données et des techniques agricoles (E/CN.4/1155/Add. 6, 3, 15 et 10).

223. Tout le patrimoine culturel de la RSS de Biélorussie est devenu la propriété du peuple, dont il est destiné à satisfaire les besoins spirituels. Au Dahomey, on s'efforce de développer la culture populaire grâce à une campagne massive d'initiation aux langues vernaculaires, et en El Salvador, il est indiqué que chacun est entièrement libre de participer à la vie culturelle et de bénéficier du progrès scientifique et de ses applications (E/CN.4/1155 et Add. 2).

224. En Finlande, durant la période considérée, la politique culturelle a eu notamment pour but de garantir l'égalité des droits en ce qui concerne la participation à la vie culturelle. Il n'est signalé aucune mesure législative importante à cet égard, mais des travaux préparatoires ont été entrepris. Le Gouvernement de la République démocratique allemande indique qu'il se préoccupe vivement de l'amélioration des équipements culturels, pour le bénéfice de tous les citoyens, et il communique des statistiques détaillées sur le nombre de théâtres, de centres culturels, etc. qui existent dans le pays. A Singapour, divers textes législatifs, dont la Loi sur les manifestations récréatives, garantissent la liberté de participation à la vie culturelle. Le Gouvernement de la RSS d'Ukraine indique que le développement des activités dramatiques, musicales, littéraires et folkloriques s'est poursuivi dans le pays durant la période envisagée. Il a fourni des statistiques sur le nombre de théâtres d'Etat possédant une troupe professionnelle, de sociétés philharmoniques, de musées, de bibliothèques et de groupes culturels qui existent dans le pays. En URSS, les sociétés d'Etat qui groupent les écrivains, compositeurs et artistes de toutes sortes assurent aux artistes les conditions indispensables à un travail fructueux. Le Gouvernement soviétique a communiqué des statistiques sur les

très nombreux centres culturels dont les installations sont mises gratuitement à la disposition du public (E/CN.4/1155/Add. 11, 14, 1 et 6).

2) Droit à la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique

225. Au Costa Rica, à Fidji, au Koweït, en URSS et en Yougoslavie, la Constitution garantit expressément ce droit individuel. Le Gouvernement de l'URSS signale en outre que durant la période envisagée, il a adhéré à la Convention universelle sur le droit d'auteur, et a modifié sa législation en conséquence. Toujours en URSS, il a été créé en 1973 un organisme dénommé Agence de l'Union pour le droit d'auteur (E/CN.4/1155 et Add. 1 et 6).

226. Le Gouvernement tchécoslovaque signale un certain nombre de faits nouveaux intervenus durant la période considérée, notamment l'adoption du décret No 159/1967 (Recueil des textes législatifs) et de la Directive No 90/1970 (Recueil des textes législatifs), ainsi que la création d'un programme visant à la protection des monuments historiques. A cet égard, le Ministère de la culture a renforcé la protection du patrimoine culturel en promulguant 57 directives concernant la désignation de régions protégées, parcs nationaux, etc. Le Gouvernement tchécoslovaque indique qu'il a conclu huit accords culturels (avec le Mexique, l'URSS, la Roumanie, Chypre, le Koweït, l'Italie et les Pays-Bas). En République démocratique allemande, la Loi de septembre 1965 sur les droits d'auteur assure une protection complète de la propriété intellectuelle, qu'il s'agisse d'oeuvres littéraires ou artistiques ou de travaux scientifiques (E/CN.4/1155/Add. 10 et 14).

227. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne indique que sa législation en matière de droits d'auteur répond aux normes minima énoncées dans les instruments internationaux pertinents tels que la Convention de Berne. La Loi du 9 septembre 1965 sur les droits d'auteur offre une protection complète aux auteurs d'ouvrages littéraires ou scientifiques et aux artistes. Cette protection porte à la fois sur les intérêts intellectuels de l'auteur (protection de l'oeuvre) que ses intérêts matériels (valeur économique de l'oeuvre). En Irak, le droit d'auteur est garanti par la Loi pour la protection du droit d'auteur (Loi No 3 de 1971). Le Gouvernement japonais indique que la nouvelle loi sur le droit d'auteur adoptée en 1970 est conforme aux conventions internationales les plus récentes et élargit considérablement la protection dont jouissent les auteurs, les gens du spectacle et les auteurs de programmes radiophoniques ou

télévisés. Aux Pays-Bas, la Loi révisée sur le droit d'auteur promulguée en 1972 assure la protection de certaines oeuvres, et il est indiqué que les modifications apportées aux textes antérieurs découlaient en partie de la ratification par les Pays-Bas de la Convention de Berne (texte de Bruxelles de 1948). A Singapour, ce droit est garanti par la Loi sur les manifestations récréatives, la Loi sur les films cinématographiques, la Loi sur les publications indésirables et la Loi sur l'impression (E/CN.4/1155/Add. 5, 10, 7 et 13).

228. En Pologne, les mesures suivantes ont été prises pour protéger ce droit : décision du Conseil des ministres en date du 1er janvier 1972 sur la presse et les droits d'auteur dans le cas des oeuvres littéraires et des scénarios de films; ordonnance du Ministre de la culture et des arts en date du 24 novembre 1971 relative à la création d'un comité d'experts chargé d'étudier la question. En ce qui concerne la Roumanie, il convient de signaler le décret No 312/1956 relatif aux droits d'auteur. Le Gouvernement salvadorègne indique que le droit susmentionné est garanti à tous les citoyens d'El Salvador. En Finlande, le Conseil d'Etat a désigné un comité chargé de réviser la législation en la matière (E/CN.4/1155 et Add. 3, 15 et 13).

229. Parmi les nombreuses activités importantes de l'UNESCO dans ce domaine, il convient de signaler une conférence internationale d'Etats qui s'est tenue au siège de l'UNESCO du 5 au 24 juillet 1971 en vue de réviser la Convention universelle sur le droit d'auteur adoptée à Genève en 1952. L'objet de cette révision, étroitement lié à une révision parallèle de la Convention internationale pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques (Convention de Berne), était d'étendre la portée des droits fondamentaux garantissant les intérêts économiques de l'auteur. La Convention universelle révisée, dont le texte avait été proposé par le Comité préparatoire ad hoc lors de sa deuxième session, tenue à Paris en septembre 1970, a été adoptée le 24 juillet 1971. L'UNESCO signale que 10 Etats ont ratifié la Convention révisée ou y ont adhéré. L'adoption des Conventions de Paris et de Berne a suscité un regain d'intérêt pour la mise au point, à l'intention des pays en voie de développement, d'une ou plusieurs lois-types concernant le droit d'auteur. L'UNESCO fournit dans sa réponse des renseignements détaillés à ce sujet (E/CN.4/1156).

230. L'UNESCO fait également mention de la Convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion (Convention de Rome). A sa troisième session, le Comité intergouvernemental de la Convention de Rome a approuvé le principe de

l'élaboration d'un texte de loi type afin de faciliter l'application de la Convention de Rome ou l'adhésion à cet instrument. L'UNESCO signale également un projet de convention relative à la distribution de signaux porteurs de programmes transmis par satellite, ainsi que la création du Centre international d'information sur le droit d'auteur, qui a pour mission de faciliter la solution des problèmes relatifs aux droits d'auteur dans les pays en voie de développement. La Division du droit d'auteur de l'UNESCO constitue un centre d'information et de documentation capable de fournir les derniers renseignements sur les conventions internationales et les lois adoptées par les différents pays en ce qui concerne le droit d'auteur (E/CN.4/1156).

IV. Mesures prises en vue d'assurer la jouissance des droits mentionnés sous la rubrique III ci-dessus à un nombre croissant de personnes, sans distinction aucune fondée notamment sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, les opinions politiques ou autres, l'origine nationale ou sociale, la fortune, la naissance ou quelque autre circonstance

231. Le Comité d'experts pour l'application des conventions et recommandations a analysé des renseignements sur la situation qui règne dans les pays membres de l'OIT dans les domaines visés par la Convention et la Recommandation concernant la discrimination (emploi et profession) dans le cadre d'une enquête générale dont les résultats ont été présentés à la Conférence internationale du travail en juin 1971. Ont été étudiés lors de cette enquête les différents types de mesures prises ou envisagées dans le cadre des politiques nationales tendant à l'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession telle qu'elle est définie dans l'instrument de l'OIT. En outre, dans le cadre général du programme de lutte contre la discrimination de l'OIT, le Conseil d'administration a décidé en novembre 1972 d'adopter un nouveau mode d'action, à savoir la réalisation d'enquêtes spéciales ayant pour objet de faciliter l'évaluation des faits et la recherche de solutions dans le cas de certains pays. Il a été convenu que ces enquêtes spéciales pourraient s'inspirer de critères tels que ceux énoncés dans la Convention de 1958 concernant la discrimination (emploi et profession). En outre, des missions ont été envoyées en 1973 dans différents pays, en vue de clarifier un certain nombre de points touchant l'application et la ratification de la Convention No 111. La question de l'égalité des chances en matière d'emploi a par ailleurs fait l'objet d'un séminaire. Le Directeur général a présenté au Conseil d'administration, en novembre 1972, une étude sur

les travailleurs migrants, et divers articles portant sur la situation dans certains pays et différents problèmes ont été publiés dans la Revue internationale du travail. L'OIT signale également différentes autres mesures, notamment la réalisation d'une affiche et d'une série d'émissions radiodiffusées sur l'élimination de la discrimination en matière d'emploi. L'OIT a également publié diverses brochures, dont une intitulée L'OIT et l'apartheid, qui fait suite à la Déclaration concernant la politique d'apartheid de l'Union sud-africaine adoptée en 1964 par la Conférence internationale du travail. Pour ce qui est de la discrimination à l'égard des femmes, la Conférence internationale du travail a adopté en 1972 une résolution relative au travail féminin par laquelle elle priait entre autres le Conseil d'administration d'élaborer un programme de travail cohérent en la matière. L'OIT signale également des initiatives prises dans différents pays en vue d'éliminer certaines formes de discrimination. Un certain nombre de pays ont modifié leur législation à cette fin, et l'OIT donne le détail de ces modifications dans son rapport. (E/CN.4/1156/Add.1).

232. Un certain nombre de pays, dont l'Autriche, la Pologne et la Yougoslavie, signalent que leurs Constitutions comportent des dispositions prévoyant des mesures du genre de celles qui font l'objet de la présente section. Le Gouvernement polonais indique que le système social et politique du pays, ainsi que sa Constitution, excluent toute discrimination du type envisagé ici. La Constitution yougoslave protège également les citoyens de toute discrimination fondée sur la race, la nationalité, le sexe, la langue, la religion, le niveau d'instruction ou le statut social. (E/CN.4/1155/Add.11, 3 et 6).

233. Le Gouvernement de la RSS de Biélorussie indique que toute son action tend à permettre à tous les membres de la collectivité, sans discrimination aucune, d'accéder à un maximum de bien-être matériel. Les Gouvernements salvadorène et finlandais font état de diverses mesures qui sont prises dans ce domaine. Par exemple, en Finlande, on s'est efforcé d'organiser des cours d'enseignement professionnel en langue étrangère à l'intention des travailleurs immigrés. En République fédérale d'Allemagne, diverses mesures ont été prises pour améliorer la condition des travailleurs étrangers. Ceux-ci sont protégés contre la discrimination, mais ils sont encore en butte à des problèmes de logement. Le Gouvernement de la République fédérale indique qu'il s'emploie à résoudre les problèmes qui subsistent, par exemple en ce qui concerne l'intégration et la scolarisation (E/CN.4/1155 et Add. 2, 13 et 5).

234. En ce qui concerne l'Irak, il faut signaler l'adoption par le Conseil gouvernemental révolutionnaire du décret No 288 de 1970. Ce décret traite, entre autres choses, de la reconnaissance des droits nationaux des Kurdes irakiens. Le décret No 251 de 1972 porte sur les droits culturels des Irakiens de langue syrienne. Ces textes et divers autres décrets analogues montrent l'attention que le Gouvernement irakien accorde aux droits des différentes minorités ethniques qu'abrite le pays, y compris les Irakiens d'origine turque. Le Gouvernement du Koweït indique qu'il a rencontré certaines difficultés dans ce domaine du fait de l'afflux croissant de travailleurs étrangers. A Madagascar, un comité national pour le progrès de la femme et la protection des enfants a été créé par un décret du 7 octobre 1970. En outre, une ordonnance du 24 mars 1973 tend à permettre d'exercer un contrôle sur les programmes de développement conçus à son intention (E/CN.4/1155 et Add. 10 et 12).

235. Aux Pays-Bas, toute discrimination est interdite; est citée en exemple à cet égard la législation qui donne effet à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. En Roumanie, une section du Code pénal relative à la discrimination est entrée en vigueur en 1969. Enfin, le Gouvernement de Singapour signale que la principale difficulté à laquelle il se heurte dans ce domaine réside dans la pénurie de personnel qualifié pour assurer des services sociaux efficaces. Il s'est efforcé d'y remédier durant la période envisagée en créant un service de la formation et de la recherche (E/CN.4/1155/Add. 13 et 15).

V. Difficultés rencontrées pour assurer la jouissance des droits mentionnés sous la rubrique III ci-dessus, et méthodes et mesures adoptées pour surmonter ces difficultés

236. L'OIT signale que du fait qu'elle a institué diverses procédures pour superviser l'application des conventions et des recommandations, elle dispose d'une importante somme de renseignements sur les difficultés rencontrées pour assurer la jouissance des droits économiques et sociaux. Ces renseignements portent entre autres choses sur les mesures prises pour surmonter ces difficultés. Lesdits renseignements figurent en particulier dans les rapports du Comité d'experts pour l'application des conventions et recommandations, du Comité de la Conférence chargé d'étudier l'application des conventions et des recommandations et du Comité du Conseil d'administration chargé d'étudier la question de la liberté d'association. En outre, l'OIT s'efforce d'aider les

gouvernements à surmonter les difficultés qu'ils rencontrent en organisant des séminaires régionaux, en ayant recours à des contacts directs et en utilisant divers moyens d'action dont elle dispose dans le cadre du Programme mondial de l'emploi. L'OIT procède également à des enquêtes sur l'égalité de chances et de traitement en matière d'emploi. Elle indique que certains éléments de son programme d'ensemble visent directement ou indirectement à promouvoir les droits envisagés ici et à en faire bénéficier le plus grand nombre (E/CN.4/1156/Add.1).

237. L'UNESCO indique à ce sujet que pour de nombreux gouvernements, la principale difficulté tient à l'insuffisance de leurs ressources.

238. Le Gouvernement du Costa Rica ne signale aucune difficulté insurmontable et indique que les conflits du travail qui surviennent dans le pays sont réglés par voie de négociation et d'arbitrage (E/CN.4/1155/Add.1).

239. Le Gouvernement dahoméen indique que les difficultés qu'il rencontre sont celles qu'éprouvent communément les gouvernements des pays en voie de développement, à savoir la pénurie de moyens financiers et techniques et de personnel qualifié. Le Gouvernement salvadorègne ne signale pour sa part aucune difficulté, tandis que le Gouvernement malgache déclare se heurter surtout à des problèmes d'ordre financier. Le Gouvernement polonais énumère dans la réponse qu'il fournit sous la présente rubrique diverses dispositions législatives et administratives visant à faciliter la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels et à aplanir les difficultés auxquelles elle se heurte. Le Gouvernement yougoslave indique qu'en dépit des progrès considérables enregistrés en Yougoslavie pour ce qui est de la jouissance des droits individuels, certaines difficultés ont surgi. Certains problèmes se sont posés en ce qui concerne l'universalité et la gratuité de l'enseignement primaire et la protection de l'environnement. Les régions sous-développées de la Yougoslavie soulèvent également des difficultés, de même que l'industrialisation et l'urbanisation, qui progressent à un rythme accéléré (E/CN.4/1155 et Add. 1, 12, 3 et 6).